



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Sous la direction d'Éric Denécé

RENSEIGNEMENT ET ESPIONNAGE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE



Préface du **Préfet Bernard Squarcini**

Ancien directeur de la DST et de la DCRI



RENSEIGNEMENT ET ESPIONNAGE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les services de renseignement connaissent un développement sans précédent, tant en termes d'effectifs que de moyens, car il leur faut répondre au défi d'une guerre totale se déroulant sur tous les continents. L'espionnage s'intensifie afin de découvrir les intentions de l'ennemi, ses capacités et ses plans d'opération. Le contre-espionnage s'attache à neutraliser les services de renseignement adverses et leurs agents. Le renseignement d'origine électromagnétique connaît une véritable révolution pendant le conflit, tirant parti des innovations techniques, notamment dans le domaine des interceptions et du déchiffrement. Parallèlement les actions de propagande, de tromperie ou d'intoxication se multiplient afin d'induire l'adversaire en erreur et de fausser son jugement. Enfin, les services s'impliquent dans les actions clandestines afin de soutenir les mouvements de résistance dans les territoires occupés par l'ennemi pour immobiliser ses forces. Ainsi de 1939 à 1945, une extraordinaire guerre secrète s'étend au monde entier, de l'Europe à l'Afrique du Nord, du Proche-Orient et à l'Asie orientale.

Ce cinquième tome de l'histoire mondiale du renseignement réunit quarante-trois contributions rédigées par trente-deux auteurs de six nationalités (Allemagne, Belgique, France, Italie, Russie, Suisse), tous anciens des services de renseignement ou historiens spécialistes du sujet. Il évoque tous les protagonistes ayant participé à cette implacable guerre de l'ombre : Français, Allemands, Britanniques, Américains, et Soviétiques... mais aussi Italiens, Belges, Suisses, Espagnols, Turcs et Chinois. Le vaste tour d'horizon qu'il propose permet d'avoir à la fois une idée générale de l'intense guerre secrète que se livrèrent les belligérants entre 1939 et 1945 et d'en éclairer certains aspects, originaux ou méconnus.

www.editions-ellipses.fr



LES SERVICES SPÉCIAUX SOUS VICHY : SPÉCIFICITÉS ET AMBIGUÏTÉS D'UNE ACTION PRÉTENDUMENT APOLITIQUE

Robert Belot

Après la défaite de 1940, les services spéciaux français¹ se trouvent dans une situation inédite et paradoxale. Alors que leur action était principalement dirigée contre l'Allemagne depuis 1871, ils doivent à présent accepter la tutelle de l'Allemagne victorieuse. Le renseignement sur l'Allemagne est donc désormais interdit. Quelle est l'utilité du renseignement dans un pays vaincu qui a perdu sa souveraineté, dont le régime, sous liberté surveillée, se caractérise par une absence de volonté de puissance et d'influence ? Il faut trouver un nouvel ennemi et identifier de nouvelles menaces. L'activité du renseignement ne risque-t-elle pas de se transformer pour devenir une police politique chargée d'organiser la surveillance des Français contre les Français et susceptible d'alimenter la guerre franco-française ? Car avec l'apparition du régime de Vichy et le phénomène inédit de l'occupation, la guerre étrangère devient aussi une guerre de libération et, peu à peu, un conflit idéologique qui dégénère en guerre civile. Les services spéciaux doivent désormais évoluer dans un cadre totalement nouveau auquel leur culture antigermanique ne les a pas prédisposés à gérer.

La situation ambiguë des services spéciaux : une semi-clandestinité

La première difficulté vient de ce que les services spéciaux sont à cette époque intrinsèquement liés à l'Armée, dont le volume, la mission et l'action sont radicalement bouleversés par les clauses de l'armistice. Qu'allaient devenir ces services qui avaient eu jusqu'ici pour principale mission d'observer et d'infiltrer les puissances de l'Axe et

1. Je reprends l'expression consacrée par Paul Paillole, *Services spéciaux (1935-1945)*, Robert Laffont, 1975.

qui, à ce titre, ont été informés avant les autres des périls de l'Allemagne nouvelle ? Comment abordent-ils la transition entre la République et Vichy ? Comment regardent-ils l'avènement du gaullisme et le développement de la Résistance intérieure ?

Habitus antiallemand et réflexe légaliste

En 1939, les services spéciaux français reposent sur deux piliers. Le 2^e Bureau, qui est le plus connu, car la littérature populaire s'en est emparée. Par exemple, une bande dessinée à la gloire des agents du service de renseignement français paraît en 1950 sous le titre : *Échec à la Gestapo. 2^e Bureau contre Gestapo*. Le livre *2^e Bureau contre Abwehr* connaît un grand succès¹. Sa mission est de traiter les renseignements qu'il reçoit de la part du SR (service de renseignement) et de produire des notes de synthèse à destination de l'état-major de l'Armée et du gouvernement. Une part importante de ses informations provient du 5^e Bureau de l'état-major de l'Armée, chargé de la recherche du renseignement en France et à l'étranger. Le 5^e Bureau (dirigé par le colonel Louis Rivet) est subdivisé en deux structures : le Service de renseignement proprement dit (SR), chargé de l'espionnage, et la Section de centralisation du renseignement (SCR), chargé du contre-espionnage militaire.

Le lieutenant-colonel Baril est à la tête du 2^e Bureau qui survit à la défaite, moyennant la suppression officielle des sections « Allemagne » et « Méditerranée ». Le vainqueur n'entend pas être surveillé par le vaincu. Mais ces sections sont maintenues clandestinement. Elles sont « camouflées » à Lyon, 36 quai Saint-Vincent, sous le couvert d'une firme fictive : Technica . Grâce à elles, le 2^e Bureau réussit la prouesse, jusqu'en novembre 1942, d'avoir une « connaissance exacte » de l'ordre de bataille allemand en France². Louis Baril est l'un des rares officiers supérieurs français qui a une conscience de la nocivité du système nazi, en plus de ses préventions contre l'Allemagne qui constituent un trait dominant de la mentalité militaire française. Il est donc opposé à une politique de collaboration, ce qui ne l'empêche pas de servir Vichy au début. Cette ambivalence est dans bien des esprits.

En témoigne, le fondateur du plus important mouvement de Résistance, le jeune officier Henri Frenay. Après sa capture en 1940 et son évasion, il entre au 2^e Bureau. Baril l'a choisi, lui dit-il, parce qu'il a une bonne connaissance de l'Allemagne contemporaine grâce au séjour qu'il a effectué au Centre d'études germaniques de Strasbourg en 1937-1938³. Le premier entretien est très positif, se souvient Frenay : « *Je suis fixé. Baril est anti-allemand. (...) En tout cas, le 2^e Bureau est entre de bonnes mains. Ce ne peut être le fruit du hasard*⁴. » Comprendre : c'est la volonté du nouveau gouvernement que de continuer à lutter contre l'Allemagne selon de nouvelles modalités. Il y a donc lieu de faire un double distinguo : ce que peut et veut Vichy, ce qu'on croit

1. Jacques Abtey et Fritz Unterberg-Gibhardt, *2^e Bureau contre Abwehr*, La Table ronde, 1967.
2. Note du général de Cossé-Brissac sur la firme Technica, citée par A. de Dainville, *L'ORA. La résistance de l'armée*, Lavauzelle, 1974, p. 65.
3. Robert Belot, *Observer l'Allemagne hitlérienne à travers ses minorités à l'étranger. Henri Frenay au Centre d'études germaniques de Strasbourg (1937-1938)*, Lyon, Presse fédéraliste, 2022.
4. Henri Frenay, *La nuit finira. Mémoires de Résistance. 1940-1945*, Robert Laffont, 1973, p. 41.

qu'il peut et veut. La perception de Frenay est partagée par bien d'autres officiers, ce qui ne va pas manquer d'entretenir une illusion dangereuse sur les réelles intentions des hommes de Vichy. Car Frenay, trop rapidement, croit voir dans l'existence de ce service la « *preuve des véritables intentions du gouvernement* »¹.

Cela posé, il faut convenir que tous les officiers n'ont pas la lucidité de Louis Baril et sa capacité de mise en perspective. Car il y a un effet de continuité et de légalité dans la manière dont les agents conçoivent leur mission, nonobstant les circonstances et la dimension en partie clandestine du travail. Les anciens ont le sentiment qu'ils ne doivent pas changer leur manière d'être et de faire, Vichy ou pas Vichy, occupation ou pas occupation, armistice ou pas, et que l'Allemagne demeure l'ennemi ontologique de la France. Michel Garder, l'un des premiers à avoir tenté une histoire des services spéciaux sous l'occupation (dont il était membre), est certainement dans le vrai lorsqu'il note : « *Réadaptés à une situation nouvelle plutôt que ressuscités, les services spéciaux n'ont pas à reprendre un combat qu'ils n'ont pas abandonné* ». Il précise à juste titre le sens de la démarche de la communauté du renseignement officiel : sa croyance est que l'armée d'armistice servira de « *creuset aux forces de la revanche* ». L'exemple qui imprègne l'état-major au départ est la *Reichswehr* de 1919 à 1933 et son réarmement clandestin. Le colonel Rivet confirme : « *L'esprit de revanche a soufflé en lui [l'état-major de l'armée] au soir même de l'inadmissible écroulement. Il l'infusera au moyen de l'armée qui lui reste, il encouragera les initiatives des officiers voués au réarmement clandestin, les suscitera à l'occasion ; il les couvrira toujours* ». »

L'historien Robert Paxton a qualifié ces groupes de militaires de « *parti de la revanche* »⁴. « *Revanche* » n'est pas « *résistance* », et encore moins « *rébellion* », terme utilisé tardivement et abusivement par Paillolle et qui lui sera reproché⁵. D'ailleurs, comme le remarque Garder, l'apolitisme déclaré des membres des services spéciaux les rendrait indifférents à l'idéologie du nouveau régime : « *Apolitiques, ils ne se préoccupent pas outre mesure du régime qui s'installe en France. (...) Ils ont d'ailleurs confiance dans le patriotisme du maréchal* ». Paul Paillolle reconnaît après-guerre qu'il ne lui venait pas à l'esprit de « *commenter* » les décisions du gouvernement de Vichy. C'est pourquoi aussi ils n'arrivent pas à comprendre ce que représente le gaullisme et à prendre au sérieux les résistants de l'intérieur. Jusqu'en novembre 1942, l'action des

1. *Ibid.*, p. 69.

2. Michel Garder, *La guerre des services spéciaux français (1935-1945)*, Plon, 1967, p. 227.

3. Général Rivet, « Les services spéciaux en France de 1940 à 1942 », *SSM-TR*, octobre 1955, cité par A. de Dainville, *L'ORA, la résistance de l'armée...*, p. 15.

4. Robert O. Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1944*, Tallandier, 2004, p. 325.

5. « *En ce qui nous concerne, nous étions étrangers à ces considérations ; dans notre PC clandestin de Marseille, il ne nous venait pas à l'esprit de rechercher ou de commenter les décisions prises à Vichy, avec l'accord ou sans l'accord de Pétain. La personnalité de Pétain nous était étrangère dans l'appréciation et les modalités du travail que nous avions à fournir. Je ne peux donc pas dire que nous étions pétainistes ou maréchalistes, nous n'étions ni l'un ni l'autre !* » Paul Paillolle, *L'homme des services secrets*, entretiens avec Alain-Gilles Minella, Julliard, 1995, p. 199.

services spéciaux est « *une adaptation des méthodes traditionnelles* » à « *des conditions exceptionnelles* » : en zone occupée, ils créent des antennes d'espionnage ; en zone non occupée, ils installent des dispositifs de contre-espionnage¹.

On comprend pourquoi le colonel Baril, quelques jours avant le retour de Pierre Laval au pouvoir, est destitué le 23 mars 1942 (ses collègues Louis Rivet et Guy d'Alès seront frappés de la même mesure) et envoyé en disgrâce en Afrique du Nord. Vichy mise alors sur la victoire de l'Allemagne contre les Alliés traditionnels de la France (Angleterre et États-Unis). Ce qu'on lui reproche alors, c'est de ne pas croire en la victoire finale de l'Allemagne et de le faire savoir. Dans un rapport du 27 juin 1941, par exemple, soit cinq jours à peine après le début de la campagne de l'Est, il remet au général Odilon Picquendar² un mémoire « très secret » intitulé : *Le conflit germano-russe. Ses conséquences et ses incidences sur la conduite de la politique française. Avis du chef du 2^e Bureau*³. Baril considère que les Allemands sont peut-être en train de commettre la même erreur que Napoléon contre la Russie. Quand bien même ils sortiraient vainqueurs de cet affrontement gigantesque qui ne peut être que meurtrier et épuisant, ils ne seront pas en bonne posture pour affronter les Anglo-Saxons. Le Reich aura besoin de troupes et de techniciens pour occuper et exploiter les territoires conquis à l'Est tandis que, pendant ce temps, le potentiel des alliés montera en puissance : « *La loi du nombre jouera en faveur de l'Angleterre et de l'Amérique* ». Et de conseiller le gouvernement sur ce qu'il doit faire en matière de politique extérieure et de rapports avec l'Amérique : « *Il serait imprudent d'indisposer l'Amérique sentimentale par des mesures graves qui pourraient laisser supposer que la France s'est rangée délibérément dans le camp allemand... Il faut savoir conserver l'amitié de l'Amérique. Ce doit être la grande ligne de notre politique. Hors de là, tout n'est que détail !* » Il va jusqu'à mettre en garde le gouvernement de Vichy contre les offres de collaboration que l'Allemagne, acculée, sera dans l'obligation de lui proposer : « *Tout compte fait, il n'y a pas de parole allemande.* » Il considère que « *la grande masse des Français est hostile à un rapprochement avec l'Allemagne dans laquelle elle ne voit que son bourreau* ». Cela l'autorise à conclure des accords secrets pour faire parvenir des renseignements militaires à Washington par l'intermédiaire de l'ambassade de France aux États-Unis, à l'insu de l'ambassadeur, Gaston Henry-Haye, et certainement de Vichy⁴.

Cette ambiance patriotique permet à Henri Frenay, lorsqu'il se met en congé d'armistice et revient à Lyon, sa ville natale, pour commencer sa résistance (mars 1941), de se rendre chaque semaine quai Saint-Vincent pour y collecter des informations

1. Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, PUF, 1962, p. 450.
2. Chef d'état-major de l'Armée de Terre.
3. Sources : Philip John Stead, *Le 2^e Bureau sous l'Occupation*, Fayard, 1966, p. 70-72 ; Colonel A. de Dainville, *L'ORA... op. cit.*, p. 66 ; rapport du colonel Baril, 17 juin 1941, Service historique de la Défense, 1 K 229. Voir aussi : Henri Navarre, *Le temps des vérités*, Plon, 1979, p. 112.
4. William L. Langer, *Le jeu américain à Vichy*, traduit de l'anglais par Maxime Ouvrard, Plon, 1948, p. 180-181. Il est vrai qu'à ce moment-là, le gouvernement américain n'est pas encore hostile ouvertement à au régime de Vichy. Voir aussi : Marcel Ruby, *Résistance et contre-Résistance à Lyon et en Rhône-Alpes*, éditions Horvath, 1995, p. 38.

stratégiques qui réapparaîtront dans ses bulletins et journaux clandestins¹. Il y retrouve un bon compagnon, le capitaine de Cossé-Brissac qu'il a connu au Centre d'études germaniques à Strasbourg. Mais aussi deux camarades de l'École de guerre et de Saint-Cyr qui vont rejoindre le mouvement *Combat* : René Guédon et Pierre de Forment². Il a la bénédiction du commandant Serre qui coiffe cet étrange organisme aux frontières de la légalité et de la clandestinité. Les interférences entre la communauté du renseignement de l'armée et la proto-résistance existent. Il arrive même qu'un mouvement de résistance naisse des milieux du renseignement. C'est le cas, par exemple, du commandant Alfred Heurtaux à Paris. Évoluant dans la mouvance vichyste anti-allemande, en lien avec Paillolle, il collabore avec le SR Air clandestin du colonel Ronin et crée le réseau *Hector* (à l'intérieur des services spéciaux) qui intégrera le mouvement OCM (Organisation civile et militaire)³. Heurtaux est également proche du commandant Georges Loustaunau-Lacau⁴, figure controversée du 2^e Bureau, qui, avec Marie-Madeleine Fourcade et le commandant Faye, créent le réseau pro-anglais *Alliance*⁵.

Un cadre d'action inédit et complexe

Après la défaite, le 5^e Bureau n'a plus droit de cité. Dans une note datée du 27 juin 1940, son chef, le colonel Rivet, prend acte de la *mort apparente et officielle*⁶ : « *Le Cinquième bureau cesse d'exister à la date du 27 juin. Son personnel d'officiers et troupe est restitué à ses corps et armes d'origine. Son personnel civil est licencié.* » Mais dans un deuxième point, il annonce une résurrection clandestine : « *Un SR camouflé est constitué immédiatement avec un personnel de qualité prélevé sur les éléments d'active de l'ancien Cinquième bureau.* » Il s'abrite derrière un fantomatique Office du retour à la guerre, dirigé par le lieutenant-colonel Perruche (officiellement directeur d'un établissement thermal). Son PC est initialement localisé à Vichy et à Royat. La section aéronautique du SR Guerre prend son indépendance et devient le SR Air (dirigé par le colonel Ronin dont le PC est à Cusset dans l'Allier). Louis Rivet précise, au mépris total de la Convention d'armistice, que la principale tâche du nouveau SR consiste à « *rechercher le renseignement sur les armées ennemies, en particulier sur les troupes d'occupation allemandes en France* ». Notons que Rivet (qui a eu le courage de refuser par deux fois de prêter serment à Pétain), ne conçoit pas initialement son action comme illégale. Par exemple, toujours dans cette note, il juge utile de préciser que les écoutes téléphoniques diplomatiques et étrangères nécessiteront « *une consultation de la présidence du Conseil, des Affaires étrangères et de la Guerre* ». Pourtant, Rivet se fera très tôt tancer par le général Huntziger,

1. Témoignage de Henri Frenay, février, mars et avril 1948. Archives nationales, 72 AJ 46.
2. Entretiens de l'auteur avec le général Pierre de Froment, 2002.
3. Le commandant Heurtaux est arrêté dès novembre 1941, puis déporté.
4. Georges Loustaunau-Lacau (Navarre), *Mémoires d'un Français rebelle, 1914-1948*, Robert Laffont, 1948.
5. Marie-Madeleine Fourcade, *L'Arche de Noé*, Fayard, 1968.
6. Colonel Rivet, « *Projet de réorganisation du SR après l'armistice* », 27 juin 1940. Voir Henri Navarre (et un groupe d'anciens du SR), *Le service de renseignements. 1871-1944*, Plon, 1978 (annexe n° 1).

ministre de la Guerre de Vichy (septembre 1940-novembre 1941) qui lui signifiera clairement : « *Pas de travail SR sur l'Allemagne* »¹. Le SR Guerre deviendra en partie le réseau *Kléber*, réseau homologué comme résistant à la Libération.

L'autre organisme officiel toléré est en charge du contre-espionnage défensif. Créé le 25 août 1940, c'est le Service « MA » (« MA » comme menées antinationales), coiffé par le lieutenant-colonel Guy d'Alès et représenté dans chaque division militaire (y compris en Afrique du Nord et dans l'Empire) par un Bureau des menées antinationales (BMA²). C'est une couverture qui doit dissimuler sa véritable mission : protéger les autres secteurs non officiels des services spéciaux (SR Guerre et « Travaux Ruraux ») et traiter les informations qu'ils transmettent sous la supervision du 2^e Bureau. Une autre mission lui est assignée, qui elle est tout sauf « apolitique » et neutre : organiser « *la lutte à l'intérieur de l'Armée contre toute menée subversive et antinationale*³ ». S'opposer à Vichy relève-t-il d'une démarche « antinationale » ? Toute l'ambiguïté des MA est là. Car le général Huntziger, ministre de la Guerre, va prescrire aux MA de réprimer les activités gaullistes et résistantes.

Le BMA est toléré par l'occupant (il en admet le principe le 25 août 1940) et rattaché au cabinet du secrétaire d'État à la Guerre. Son activité est répressive. Il est seul habilité à transmettre à la justice militaire les dossiers qu'il a identifiés. Il travaille avec la police (Sûreté nationale) et la gendarmerie. Sa raison d'être répond aussi au souci politique des Allemands (qui est aussi celui de Vichy), à savoir la lutte contre le communisme, les Alliés et les gaullistes. Nous sommes bien ici dans une logique non pas militaire, mais idéologique. Pour autant, il ne respecte pas le cadre officiel puisque son activité clandestine vise à lutter contre l'action des services de renseignement allemand et italien. De la même manière, il sert de paravent aux activités totalement clandestines des « Travaux Ruraux ». C'est ainsi qu'à Marseille, par exemple, le capitaine Jonglez de Ligne et sa petite équipe constituent un « *écran protecteur* » (selon M. Garder) à l'action du capitaine Paillole. *Idem* à Lyon, Clermont-Ferrand, Limoges, Montpellier ou Toulouse.

Il y a le contre-espionnage défensif, qui est officiel, et il y a le contre-espionnage offensif, qui lui est invisible et interdit. Ce contre-espionnage a deux vocations : pénétrer les services spéciaux ennemis (allemands et italiens) et les intoxiquer. Un organisme clandestin l'abrite, connu par ses deux lettres : « TR » (comme « Travaux Ruraux », qui désignent une société agricole fictive). Il est dirigé par le capitaine Paul Paillole depuis Marseille, villa Éole, 23 promenade de la Plage. Paillole, un nom connu des services spéciaux d'avant-guerre, devient « Perrier ». On parle alors de « la Maison Perrier ». Cette « Maison » a des ramifications dans toutes les régions militaires. L'organisation centrale est initialement légère : 9 officiers (dont 4 de réserve), 20 sous-officiers et employés. Elle va peu à peu s'étoffer et s'installer jusqu'à Paris, en zone

1. Michel Garder, *La guerre des services spéciaux français...*, op. cit., p. 248.
2. C'est sous cette appellation, et au singulier (« le BMA ») que l'on désigne habituellement le Service MA, usage auquel je me conformerai ici. Les BMA changent de nom en août 1942 pour devenir : BSM : Bureau de Sécurité militaire.
3. Michel Garder, *La guerre des services spéciaux français*, op. cit., p. 226.

occupée, pour pénétrer les formations collaborationnistes. Cette enclave clandestine au sein même de l'État est, pour reprendre l'expression de Pierre Nord, « *ce qu'il y a de plus officiel dans l'extrême clandestinité* »¹.

Ainsi, dans un même service, on trouve ceux qui luttent (ou souhaitent lutter) contre l'occupant et ceux qui luttent contre ceux qui luttent (mais hors de Vichy) contre ce même occupant ! « *Ils doivent démasquer les suspects d'actes d'espionnage ou de sabotage, ceux qui travaillent pour l'Axe comme ceux qui travaillent pour les Alliés*². » À l'été 1942, sur la pression de l'occupant qui s'inquiète de sa dimension antiallemande, le BMA est supprimé officiellement, mais devient, le 24 août 1942, le Service de sécurité militaire (SSM).

Ambivalences politiques de l'action de contre-espionnage

S'il est toujours difficile d'évaluer l'efficacité de l'activité du renseignement, le contre-espionnage clandestin français fait apparaître une réelle opérationnalité (que pourraient leur envier la majorité des organisations de résistance), et ce en dépit de la complexité du dispositif et de ses ambiguïtés politiques.

La montée en puissance des personnels est impressionnante. Selon un rapport du 10 juillet 1941 établi par la direction du « TR », le nombre d'agents ou d'honorables correspondants en service passe de 60, en juillet 1940, à 429 à l'été 1941. Pour les années 1941 et 1942, on estime qu'ils ont été responsables de l'arrestation d'un minimum de 1 500 agents allemands, le chiffre maximum étant de 2 500, fourni par Michel Garder³. Selon Paul Paillole, dont l'affirmation semble crédible, du 1^{er} janvier 1941 au 1^{er} novembre 1942, les tribunaux militaires de la zone non occupée et d'AFN ont prononcé 42 condamnations à mort pour espionnage et trahison au profit de l'Axe⁴. Un chef de la Résistance, en liaison avec Paillole, avance que 571 « espions allemands » ont été « détruits » au cours de l'année 1941⁵.

1. Pierre Nord, *Mes camarades sont morts, tome 1, La guerre du renseignement*, Librairie des Champs-Élysées, 1947, p. 51.
2. Simon Kitson, *Vichy et la chasse aux espions nazis, 1940-1944*, Autrement, coll. Mémoires, 2005, p. 58.
3. M. Garder, *La guerre secrète des services spéciaux français...*, p. 280 ; Simon Kitson, *Vichy et la chasse aux espions nazis...*, p. 141.
4. Paul Paillole, *Services spéciaux*, op. cit. (dernière annexe : « Arrestations d'agents de l'Axe, espionnage trahison, atteinte à la sûreté extérieure de l'État, 1935-1945 »).
5. Note du capitaine Wybot, chef de la section C.E., « Entretien Ronald – Nef dans la soirée du 2 octobre 1942 », France Combattante, État-major Particulier du général de Gaulle, n° D. 4293 / BCRA, Londres, 9 octobre 1942.

Une paradoxale mission : traquer à la fois les gaullistes et les collaborateurs

Jusqu'en novembre 1942, les « TR » et les BMA n'hésitent pas à combattre simultanément gaullistes et espions français qui renseignent l'occupant. Il y a fondamentalement ambivalence (caractère de ce qui comporte deux composantes de sens contraire). Les détracteurs emphatisent la dimension antigauilliste, anti-résistante ; les défenseurs se plaisent à valoriser les quelques liens qui ont pu être établis les hommes de la France libre. Ainsi Pierre Nord, le grand mémorialiste des services spéciaux après la guerre, dans *L'intoxication* : « *Les premiers agents de la France libre sont accueillis en frères par leurs camarades de la métropole et ils nouent des liens dont on peut être sûr, maintenant que trente ans ont passé, qu'ils sont impérissables*¹. » Et de citer (à tort) le général de Bénouville, puisque celui-ci est engagé (jusqu'en novembre 1942) dans le réseau *Carte*, pro-anglais et antigauilliste, avant de rejoindre *Combat* ! Cette dimension antigauilliste est pourtant bien réelle.

En témoin, au moment des faits, un homme comme Roger Wybot. Celui-ci, après avoir été entraîné dans la mésaventure de Groussard², se retrouve en mai 1941 dans les BMA à Marseille, à la demande du commandant Pierre Fourcaud (« Lucas » dans la Résistance) qui, à la tête d'un réseau de renseignement FFL, a besoin d'un informateur. En novembre 1941, dans le premier rapport que Wybot écrit au colonel Passy, patron du BCRA, pour lui présenter les BMA d'où il vient, il définit ainsi leur action :

« *Ils sont chargés par Vichy, entre autres choses, de la lutte contre le communisme et le gaullisme. (...) Grâce à la centralisation des informations et à leur pouvoir discrétionnaire d'incarcération et de mise au secret, les Bureaux MA jouent dans l'État de Vichy un rôle absolument capital. Ils constituent une hiérarchie propre. Des personnes arrêtées, ils font tantôt des agents doubles, parfois ils les suppriment (il est juste de dire que ce fut le cas de nombreux agents allemands arrêtés par eux)*³. »

Il assure que les hommes des BMA sont « *farouchement antiallemands* », « *pro-alliés, ne jurent que par les Anglais et les Américains, mais détestent franchement de Gaulle* ». C'est sans difficulté qu'il présente « Lucas » (Fourcaud) à deux de ses supérieurs hiérarchiques. Or, survient un événement qui met en lumière l'ambivalence profonde des services spéciaux clandestins de Vichy. Le 28 août 1941, un commissaire de la

1. Pierre Nord, *L'intoxication. Arme absolue de la guerre subversive*, Fayard, 1971, p. 185.
2. Le colonel Georges Groussard ancien directeur de l'École d'officiers de Saint-Cyr, obtient l'accord du ministre de la Guerre pour créer une police spéciale chargée d'organiser des unités militaires clandestines : le Centre d'Informations et d'Études (CEI) et son bras armé : les Groupes de Protection (GP). Mission officielle : « assurer la paix en surveillant et réprimant les menées antinationales ». Il est victime de la révolution de Palais du 13 décembre 1940, conduite par le ministre de l'Intérieur Peyrouton, qui destitua le vice-président du Conseil, Pierre Laval : Groussard avait pour mission d'arrêter Laval à Vichy. Il créera plus tard un réseau depuis la Suisse.
3. Cité par Philippe Bernert, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Presses de la Cité, 1975, p. 21.

brigade de la Surveillance du territoire de Marseille vient rendre visite au BMA pour l'informer qu'il vient de recevoir un ordre de Vichy visant à arrêter ledit Fourcaud. Mais le nom de Fourcaud ne dit rien aux gens du BMA, puisqu'ils ne connaissent que « Lucas ». Le soir même, Wybot se trouve avec Fourcaud, lorsque des agents de la Surveillance du territoire viennent interpellier l'agent gaulliste. Le colonel Alès appelle Vichy pour « passer l'éponge » :

« Vous savez, lui dit-il, je ne suis pas le moins du monde hostile à des prises de contact avec les Britanniques et les Américains. Mais les gaullistes, sincèrement, je n'aime pas. J'ai la nette impression que vous flirtez avec ces gens-là. Bon, je ne veux pas en faire une maladie. J'ai réussi à arranger le coup au cabinet de Darlan. On ne vous embêtera plus. Il paraît que Paillole veut vous prendre dans ses services à Paris ? Je ne suis pas contre. Ça ne me gêne pas que vous soyez gaulliste là-bas ! »

L'itinéraire de Roger Wybot illustre l'existence de passages des services spéciaux de Vichy vers la France libre, même si les univers mentaux et les pratiques sont différents. Il rejoint l'Angleterre le 1^{er} novembre 1941 et l'équipe du colonel Passy. Il est chargé au BCRA de créer une section de contre-espionnage. Quant à Fourcaud, il est transféré à Vichy, puis hospitalisé à Clermont-Ferrand pour soigner les séquelles de ses blessures de la campagne de 1940. Il réussit à s'évader au mois d'août 1942. Grâce aux complicités des services spéciaux de Vichy, affirment certains. Ce qui est sûr, c'est que, « brûlé », Fourcaud doit regagner définitivement Londres¹.

Si les « TR » et autres BMA ont bien affaibli le potentiel de renseignement et d'action des services spéciaux ennemis, ils ont aussi, dans le cas d'espèce, amoindri celui de la France libre. L'arrestation de Fourcaud n'est pas un cas isolé², comme on l'a vu à travers les réactions suscitées par la publication des mémoires de l'ancien chef du contre-espionnage français, en 1975. Certains résistants, victimes de la politique répressive des TR et du BMA alliés à la Surveillance du territoire, ont protesté. Comme Toussaint Raffini, membre d'un réseau marseillais patronné par le comte Stanislas Potocki, ancien ambassadeur de Pologne à Paris, lié à l'*Intelligence Service* (IS) et travaillant pour le 2^e Bureau polonais de Londres. Des documents inédits, où l'on retrouve Jean Moulin, permettent d'en savoir un peu plus sur la complexité du jeu des services spéciaux³. Au mois d'octobre 1941, une vingtaine de personnes sont arrêtées suite à une enquête du commissariat de surveillance du territoire (CST) diligentée par « nos services spéciaux ». Une note du 31 octobre 1941, signée du commissaire principal

1. Jacques Soustelle, *Envers et contre tout. T. 1. De Londres à Alger (1940-1942)*, Robert Laffont, 1947, p. 301.
2. 177 agents gaullistes ou alliés auraient été arrêtés en 1941 par les services spéciaux. Conférence de P. Paillole, 15 avril 1942, Service Historique de la Défense, Fonds de Moscou, 464/176, cité par S. Kitson, *op. cit.*, p. 82.
3. Lettre (inédite) de Toussaint Raffini à P. Paillole, intitulée : « Réponse de Monsieur T. Raffini, ancien chef du secteur Marseille-Port-Vendres du réseau F2 à Monsieur Perrier-Paillole, titulaire de Haut-Mérite de la Polonia Restitua, auteur d'un ouvrage très spécial à la gloire des BMA. »

de police, explique que « *M. Perrier¹ vient de fournir au CST de Marseille une documentation très importante sur une organisation de l'IS à Marseille et Région. Une perquisition est effectuée qui permet d'identifier une activité de renseignement militaire au service de l'IS, mais aussi des Américains* »². Il s'agit en fait du réseau F2. Dix personnes seront jugées par le tribunal militaire de Marseille, inculpées d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État. Parmi elles, Jean Gemähling et Clément Contamin, membres du MLN (*Combat*)³, et Toussaint Raffini, qui sera déporté à Neuengamme.

Cette affaire est intéressante pour deux raisons. D'une part, elle montre la complexité de cette proto-résistance, où certains échelons occultes de l'administration de Vichy (Baril, Frenay, Clogenson) suscitent et couvrent ce que d'autres répriment (Paillole). Sans compter que Frenay et Paillole sont proches ! D'autre part, elle signale les limites de l'action des services spéciaux clandestins qui permettent de mieux caractériser leur action. Les services spéciaux, quoique clandestins, revendiquent une sorte de monopole de l'action contre l'occupant. Ils ne cherchent pas, contrairement aux organisations de résistance (il est vrai peu nombreuses, mal organisées et peu efficaces à cette époque), à susciter un mouvement d'opinion. Ce sont des professionnels, patriotes, qui font leur travail, dans les conditions certes particulières de la clandestinité, et qui s'inscrivent dans la politique (illusoire) de « *défense de la souveraineté*⁴ » de Vichy qui cherche, face à l'occupant, à préserver une zone d'autonomie. Leur action évoluera, naturellement, dans le sens d'une acceptation progressive, mais très relative de l'existence et de l'utilité des organisations résistantes avec lesquelles ils ont déjà des liens. Il manque donc à cette action la dimension de rébellion, dimension fondamentale de la caractérisation du fait résistant.

Le reproche principal adressé à ces organisations vise à la fois leur amateurisme et leur positionnement « politique ». Les hommes des services spéciaux, à l'image d'ailleurs de la grande masse des militaires français, rêvent d'une résistance apolitique et autochtone qui ne s'attaquerait pas aux fondements du régime de Vichy dont, au départ, ni la légalité ni la légitimité ne sont mises en cause. Michel Garder, ancien officier des « TR », explique ainsi cette position légitimiste, à travers ce que lui aurait confié le colonel Rivet :

« Le colonel Rivet trouve parfaitement naturel que les "camarades de Londres", comme il les appelle quand il parle à ses intimes, veuillent poursuivre le combat. Ses officiers et lui-même ont eu une réaction similaire au moment de la débâcle. En revanche, le "vieux soldat" est choqué par les appels à la dissidence et les attaques virulentes contre le gouvernement de Vichy diffusées par la propagande

1. Pseudonyme de Paul Paillole.
2. Des documents secrets étaient confiés à l'attaché naval américain qui les faisait passer par la valise diplomatique en Espagne avant leur acheminement à Londres par la Légation polonaise de Lisbonne.
3. Jean Gemähling travaillait pour le Centre américain de secours (CAS). Il sera interné quatre mois au Fort Saint-Nicolas, où il rencontre Maurice Chevance, qui le fera entrer à *Combat* où il aura en charge le service de renseignement.
4. Selon l'expression de Simon Kitson, *Vichy et la chasse aux espions nazis*, op. cit., p. 198.

gaulliste. Obsédé par sa mission de renseignement sur l'ennemi, il estime préjudiciable à la cause commune cette nouvelle manifestation des éternelles dissensions françaises. Aussi, à défaut d'une entente secrète Pétain-de Gaulle qu'il souhaite sincèrement, est-il fermement décidé à aider au niveau des exécutants les agents gaullistes opérant contre les Allemands¹. »

Trois éléments culturels forts fondent cette posture légitimiste : *habitus* de la légalité, mythe de l'unité, mépris du politique. Il n'empêche que les Travaux Ruraux seront homologués à la Libération au titre des Forces Françaises Combattantes à compter de juillet 1940, à l'instar du réseau *Kléber* et du sous-réseau *Bruno*. Au total, à l'issue du conflit, le nombre des agents du SR Guerre (branche contre-espionnage et renseignement) homologués au titre des FFC (agents P1 et P2²) atteint 3 514, dont un tiers sont des militaires³. Le mémorial de Ramatuelle, hommage aux héros des services secrets qui ont trouvé la mort à la suite de leur action, compte 315 noms.

« Espions officiels » et résistants : une méfiance réciproque

Des liens avérés existent avec certains résistants et quelques organisations clandestines, mais qui s'expliquent aussi par des sociabilités communes d'avant-guerre (militaires notamment). Prenons le cas des relations de Paillole avec Frenay. Les deux hommes se sont retrouvés à Marseille à l'été 1941 grâce au docteur Recordier, ami également de Paillole. Frenay n'est plus membre du 2^e Bureau. Il rencontre Paul Paillole quelques jours après qu'un communiqué de presse eut annoncé que le chef de l'État et le président Laval ont eu un entretien le 18 janvier 1941. Pour Frenay, qui considère Laval comme un promoteur de la collaboration, c'est une grande déception⁴. Le capitaine Frenay demande une permission au colonel Baril et part réfléchir quelques jours à Sainte-Maxime. Sur le chemin, il s'arrête à Marseille, pour aller saluer, au 67 rue de Rome, le docteur Marcel Recordier. C'est un ami très proche depuis leur rencontre au 3^e Régiment d'infanterie alpine, alors que Recordier, officier de réserve, y effectuait une période. Frenay a le plaisir de retrouver le capitaine Maurice Chevance, un de ses premiers contacts à Marseille. Celui-ci lui annonce qu'il a rendez-vous au café Le Cintra avec un homme important. Frenay l'accompagne et tombe sur le capitaine Paillole. Celui-ci est un ami d'enfance du frère de Marcel Recordier, Maurice, le médecin et l'honorable correspondant des TR, et c'est surtout un ancien condisciple de Frenay à Saint-Cyr (de la promotion précédente).

1. M. Garder, *La guerre secrète des services spéciaux français*, op. cit., p. 239. C'est moi qui souligne.
2. P1 : agents dont l'activité résistante est continue ; P2 : agents dont l'activité résistante est à plein temps.
3. Hors SR Air (407) et SR Marine (220). Sources : Henri Navarre, *Le service de renseignements*, op. cit., p. 324.
4. H. Frenay, *La nuit finira*, op. cit., p. 55.

Alors que Paillole estime que le gouvernement « *entretient l'esprit de résistance dans l'armée d'armistice* », qu'il est nécessaire d'y maintenir une présence, qu'il faut utiliser l'appareil d'État pour pourchasser les « *espions boches* », Frenay ne veut plus croire au gouvernement et prédit que l'Armée subira tôt ou tard « *la loi du vainqueur* » : « *Je ne resterai pas dans l'Armée. Malgré le patriotisme de la plupart des militaires, elle est aux ordres de chefs et d'un gouvernement eux-mêmes aux ordres de l'ennemi*¹. » Tous deux se promettent de rester en contact et de s'épauler en cas de besoin.

Un an après, Paillole a l'occasion de mettre son engagement à exécution. À partir du mois d'octobre 1941, des arrestations frappent *Combat* en zone occupée. À l'origine du drame, un homme, Henri Devillers, coursier des Messageries Hachette, recruté par Frenay et Berty Albrecht comme agent de liaison entre les deux zones et entre les deux états-majors. En fait, c'est un agent introduit par l'*Abwehr*. Par lui, le 5 janvier 1942, les Allemands mettent la main sur un des agents de liaison de *Combat*, détenteur imprudent d'une liste de noms et d'adresses. Vers la mi-janvier 1942, une quarantaine de membres sont internés, dont Berty Albrecht et Emmanuel Mounier. Une hécatombe pour le jeune mouvement *Combat*. Devillers est traduit devant un tribunal militaire. Il est condamné à mort le 16 avril 1942 à Lyon et, sa grâce ayant été rejetée par Pétain lui-même le 12 juin, il est passé par les armes². Incroyable situation : Vichy procède aux arrestations des membres de *Combat*, mais fusille celui par qui ces arrestations ont été rendues possibles ! Otto Abetz s'en émeut et y voit une marque d'anti-germanisme. Le général Eugène Bridoux, ministre de la Défense, s'en inquiète ; dans son journal, il écrit à la date du 14 juillet 1942 : « *Un autre fait délicat est le cas de Devillers, agent français au service du SR allemand, qui a rendu des services aux deux pays en signalant l'activité de groupements gaullistes et qui a été condamné ici, et fusillé comme espion* »³. Laval aurait convoqué le colonel Rivet et lui aurait déclaré, menaçant : « *Encore un sale coup de vos BMA ! Il faut en finir*⁴ ! » Deux mois plus tard, les Allemands demandent la suppression du BMA.

Lorsqu'il est interrogé à Londres, à l'automne 1942, par le capitaine Roger Wybot, chef de la section contre-espionnage du BCRA, le patron du mouvement *Combat* ne cache pas les relations confiantes qu'il entretient avec « Perrier ». Il a pour lui « *beaucoup d'estime et d'amitié* » pour l'aide décisive qu'il lui a apportée en maintes occasions : « *Perrier lui a évité bien des fois des coups durs, le faisant toujours prévenir quand on le recherchait et quand on était sur ses traces. Actuellement, NEF [Frenay] n'est plus en*

1. Paul Paillole, *Services spéciaux*, op. cit., p. 276. Voir aussi : Rapport avec Frenay, par le colonel Paul Paillole, propos recueillis par H. Michel, le 12 décembre 1955. AN 72 AJ 46.
2. Marie Granet et Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance, de juillet 1940 à juillet 1943*, PUF, 1957, p. 270 ; Paul Paillole *Services spéciaux*, op. cit., p. 306-308 ; entretien de l'auteur avec le colonel Paul Paillole, mars 1995 ; H. Frenay, *La nuit finira*, op. cit., p. 56 ; Simon Kitson, *Vichy et la chasse aux espions nazis*, op. cit., p. 168.
3. J. R. Tournoux, *Pétain et de Gaulle. Un demi-siècle d'histoire non officielle*, Plon, 1964, p. 290-291.
4. H. Navarre, *Le service de renseignements*, op. cit., p. 191-192.

liaison directe avec Perrier, mais le chef du contre-espionnage de Combat, adjoint de NEF, continue à entretenir des rapports. C'est ainsi que Combat et la Maison Perrier échangent des renseignements sur les agents allemands¹. »

Bien d'autres liaisons, contacts et coopérations pourraient être évoqués qu'il n'est pas question de traiter ici. Mais il convient de remarquer d'emblée que ces liens ne sont pas organiques à cause d'une méfiance réciproque liée à des différences de culture et d'analyse de la situation politique de la France.

De fait, les résistants regardent avec une certaine méfiance ces hommes de l'ombre dont le renseignement est le métier. L'étudiant Jacques Baumel, un des premiers résistants de Marseille, membre du MLN, connaît bien la Villa Éole, siège des « TR ». Mais il ne cherche pas à y être lié outre mesure :

« Je ne m'attardais jamais dans la villa Éole. Je venais y échanger des informations, récolter des avis. Je me méfiais. Et puis, j'avoue ne jamais avoir beaucoup aimé les espions "professionnels". Leur passion, leur drogue, c'était le renseignement pour le renseignement. Ils continuaient de l'assouvir. Je savais trop bien par ailleurs que, à côté des réseaux nazis infiltrés en zone sud, ils commençaient de s'intéresser de très près aux réseaux anglo-saxons et surtout aux premiers réseaux gaullistes. Nous ne jouions pas exactement dans le même camp. La personnalité de Frenay – et le patriotisme indiscutable de la plupart de ces fonctionnaires – nous protégeaient encore un peu. Mais je ne m'attardais pas². »

Le général Navarre estime, après la guerre, qu'une collaboration régulière aurait pu s'instaurer avec les réseaux gaullistes, « si ces derniers l'avaient voulu », mais « ce ne fut pas possible par suite de leur méfiance à l'égard de tout ce qui portait l'étiquette "vichyste", et surtout en raison des consignes formelles qui leur étaient données par le BCRA de Londres »³. Jacques Baumel a raison de souligner (ce que Navarre semble oublier...) que cette méfiance est largement partagée ! Si Frenay est toléré, c'est qu'il est des leurs. Pour Baumel, il y a « une incompatibilité de nature⁴. »

Cette attitude n'est pas seulement motivée par une sorte de réflexe corporatiste, si l'on peut dire. Elle est liée à la conviction profonde que l'amateurisme des résistants présente un danger dans le combat de l'ombre. Un danger pour les résistants, mais aussi pour les hommes des services spéciaux. Dans le livre de souvenirs écrit par Henri Navarre et un « groupe d'anciens membres du SR », de nombreux exemples de comportements malheureux de la part de résistants sont cités⁵. D'autre part, les hommes du SR estiment que les mouvements ou réseaux de résistance, en se mêlant de propagande

1. Note du capitaine Wybot, chef de la section C.E., « Entretien Ronald – Nef dans la soirée du 2 octobre 1942 », France Combattante, état-major Particulier du général de Gaulle, n° D. 4293 / BCRA, Londres, 9 octobre 1942. Frenay estime que le contre-espionnage de Vichy au cours de l'année 1941 a été de 571 espions allemands détruits.
2. Jacques Baumel, *Résister. Histoire secrète des années d'occupation*, Albin Michel, 1999, p. 97.
3. Henri Navarre, *Le service de renseignements...*, p. 193.
4. Jacques Baumel, *Résister...*, p. 284.
5. Comme l'arrestation de l'inspecteur des finances André Postel-Vinay. Voir, Henri Navarre, *Le Service de renseignements, op. cit.*, p. 159.

et en diffusant des journaux clandestins, présentent une « *dispersion d'efforts, trop dangereuse*¹ ». Tout se passe comme s'ils regardaient leur action semi-clandestine comme une modulation particulière, dans un moment exceptionnel, de leurs méthodes habituelles. Le gaullisme et les mouvements de résistance qui y sont assimilés sont regardés par les services spéciaux à la fois comme trop politiques et comme trop liés à une puissance étrangère, l'Angleterre. C'est le grand reproche que l'on faisait au général de Gaulle.

En toute bonne foi, Paillole peut affirmer qu'il a aidé le travail de l'*Intelligence Service*, ses plus hauts dignitaires le recevant d'ailleurs fraternellement en décembre 1942 quand il rejoint Londres avant de partir pour l'AFN, où il retrouve le colonel Ronin (devenu général) envoyé par le général Giraud² ; c'est d'ailleurs le *Commander Duncan* (pseudonyme) qui organise une rencontre avec le colonel Passy à cette occasion (c'est Passy qui avait facilité son exfiltration de France), Duncan étant lié aux services secrets français dès avant la guerre : « *Je connaissais de nom ces deux officiers, écrit Passy dans ses Mémoires, et je savais qu'ils avaient, depuis 1940, maintenu un contact, assez tenu il est vrai, mais néanmoins réel avec les services britanniques. Ils avaient aussi (les chefs de l'Intelligence Service m'en avaient avisé) fourni quelques renseignements aux Anglais ; mais Sir Claude Dansey ne m'avait pas caché qu'il considérait leur apport comme négligeable*³ » Passy découvre le mépris avec lequel ces professionnels du renseignement regardaient les « amateurs » du BCRA.

Le renseignement français à l'étranger et en Afrique du Nord

Les services spéciaux français n'opèrent pas qu'en métropole. Ils sont actifs à l'étranger. Après le 8 novembre 1942, et par suite de la montée en puissance du pouvoir gaulliste, le colonel Rivet ne dispose plus que de 4 postes extérieurs : Istanbul, Stockholm, Berne et Madrid. Deux de ces postes ont une importance stratégique compte tenu de l'enjeu géopolitique que ces pays représentent. Il s'agit de la Suisse : sa neutralité permet d'accéder à des sources d'informations précieuses et de toucher tous les acteurs de la guerre. Il s'agit aussi de l'Espagne, unique voie d'exfiltration terrestre hors de France, par où 30 000 Français ont quitté leur pays pour rejoindre l'Angleterre ou, plus généralement, l'Afrique du Nord après le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942.

1. Henri Navarre, *Le Service de renseignements, op. cit.*, p. 162.
2. Le général Giraud s'évade d'Allemagne en avril 1942. Il disposait alors d'un grand prestige. En France, il entre en contact avec les Américains qui vont le prépositionner pour l'AFN, où il se rend le 6 novembre dans un sous-marin britannique.
3. Paul Paillole, *L'homme des services secrets, op. cit.*, p. 214 ; Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Odile Jacob, 2002, p. 91, p. 678.

L'action « tacite » de l'attaché militaire adjoint en Suisse

En Suisse, l'essentiel du renseignement repose sur le commandant (futur colonel) Pourchot, secondé par le capitaine de corvette Ferran. Gaston Pourchot s'est distingué pendant la Première Guerre mondiale avant d'avoir la charge de l'antenne de Belfort du SR de l'armée de terre. Le renseignement allemand est sa spécialité. Le 28 août 1939, il est nommé attaché militaire adjoint à l'ambassade de France à Berne¹. Mis en congé d'armistice le 22 octobre 1940 et promu commandant, c'est « tacitement » qu'il est maintenu à son poste de Berne, avec « l'assentiment » du colonel Rivet². Pourchot est persuadé que son action s'inscrit dans la politique supposément secrète de Vichy. Ainsi constitue-t-il le réseau *Bruno* qui, de part et d'autre de la frontière franco-suisse, grâce à un ensemble d'agents et des complicités suisses, organise une circulation d'informations secrètes (essentiellement militaires³), des passages d'hommes et des filières d'évasion. Ce poste aurait été « *une des meilleures sources de renseignements du SR, à la fois sur l'Italie et sur l'Allemagne* »⁴.

Ses contacts avec les Américains, avant même leur entrée en guerre, se placent au plus niveau : il est très proche d'un homme comme le brigadier-général Bromwell Legge, attaché militaire de l'ambassade des États-Unis à Berne, qui a comme lui combattu dans la Somme pendant la Première Guerre. Il sera également une source importante pour les futurs services secrets américains qui naissent en juin 1942, l'*Office of Strategic Services* (OSS), que dirige à Berne le fameux Allen Dulles⁵. Le 18 décembre 1942, Legge écrit à Pourchot : « *Pendant ces trois années dernières, nous avons travaillé ensemble en toute confiance et en accord parfait. Vous m'avez donné, libéralement et fidèlement, votre assistance infaillible dans un temps où j'en avais le plus besoin. Sans votre assistance, mes chefs auraient été mal renseignés* »⁶. À cette date, les relations diplomatiques entre les États-Unis et la France de Vichy sont rompues. C'est de son propre chef, sans l'ordre explicite de sa hiérarchie du SR, que Pourchot engage cette politique.

Jusqu'en 1943, Pourchot demeure en Suisse, dans des bureaux annexes de l'ambassade, avant de s'autonomiser totalement. Il s'appuie sur des antennes sises à Bâle, Zurich, Lausanne et Genève et peut compter sur 331 agents mobiles⁷. Ce n'est pas parce que le centre du réseau se trouve en Suisse que l'activité n'est pas dangereuse.

1. L'attaché militaire étant le colonel Chauvin, remplacé en février 1942 par le colonel Eugène Rudolf, ancien sous-chef du 2^e Bureau de l'Armée.
2. Notice concernant l'activité du lieutenant-colonel Pourchot d'août 1939 à ce jour, oct. 1946. Archives Pourchot, citée par *L'espion de la Ligne Siegfried. Armand Chouffet, photographe aérien. Le renseignement français en Suisse*, Lavauzelle, 2005.
3. Il s'agit surtout de reconstituer l'ordre de bataille de l'armée allemande en France.
4. Henri Navarre, *Le service de renseignements*, op. cit., p. 218.
5. *Ibid.*, p. 138 ; Fabrizio Calvi, *OSS. La guerre secrète en France*, Paris, Hachette, 1990.
6. Cité par P. Croissant, *L'espion de la Ligne Siegfried*, op. cit.
7. Albert Meyer, le liquidateur du réseau, certifie que le réseau comprend 331 noms, dont 227 hommes et 104 femmes, avec 81 agents à plein temps (P2), 240 agents P1 dont l'activité est continue mais demeure camouflée sous une occupation professionnelle ; 10 agents P0 (agents dont l'activité est occasionnelle).

Sur les 331 membres : 23 furent arrêtés (dont 6 furent exécutés ou ont disparu après leur arrestation) ; 38 furent déportés (13 ne sont pas rentrés) ; 1 fut exécuté lors d'un passage de la frontière. Ce qui fait un taux de perte de presque 19%, l'essentiel de ces pertes ayant eu lieu en 1943 et 1944. Parmi ces hommes qui font la navette entre la Suisse et la France, le (futur) général Albert Meyer, collaborateur bénévole du SR¹. Au début de l'Occupation, souhaitant « faire quelque chose », Meyer est allé en Suisse grâce à des amis qui l'orientent vers un officier du SR suisse chargé du contrôle de la frontière : Denys Surdez (instituteur dans le civil), qui se trouve à Porrentruy. En Suisse, après une fin de non-recevoir des Anglais, il rencontre Pourchot qui en fait son agent : il est principalement chargé d'obtenir l'ordre de bataille allemand en France. Grâce à son réseau, constitué par les anciens membres de l'Union des combattants volontaires de 14-18 (son père en était le président), cet amateur a pu obtenir un rendement plus qu'honorable : il réussit à identifier 300 divisions de l'Axe ; il franchira clandestinement les frontières d'Alsace, de Belgique et de Suisse à plus de 200 reprises ; sa filière d'évasion permettra le sauvetage de plus de mille personnes (dont les parents de Pierre Mendès France) et assurera, entre autres, l'évasion du général Giraud.

Les catégories habituelles avec lesquelles on classe les postures des Français sous l'Occupation ne sont pas toujours opératoires, tant la réalité est nuancée, évolutive, volatile. Dans le cas de Pourchot et des siens, on pourrait reprendre la qualification de « vichysto-résistants » qui visent les patriotes anti-allemands et anti-collaborationnistes, mais qui croient au maréchal Pétain, du moins jusqu'en novembre 1942. Leur travail s'est effectué sans l'accord explicite du gouvernement de Vichy (de son représentant en Suisse), voire contre lui, surtout à partir du retour de Pierre Laval aux affaires. Pour Laval, renseigner les Alliés, c'est seconder l'ennemi. Mais bizarrement, Laval ne s'inquiète que tardivement de l'activité des représentants du SR en Suisse. Le 20 avril 1944, le capitaine Ferran écrit le télégramme suivant à sa hiérarchie à Alger : « *Énorme pression allemande à Vichy pour rappel de l'attaché militaire en raison de la découverte de mon annexe de Genève. Une lettre de Laval à [Jean] Jardin arrivée par courrier spécial ordonne de faire cesser toute activité poste SR de Genève et tous autres en Suisse*². » Jean Jardin se contente de transférer cette activité dans un lieu plus discret. Il convainc l'éphémère ambassadeur Paul Morand de fermer les yeux. Les autorités suisses ont également subi des pressions et tentent de faire obstruction aux envois de messages de Berne à Alger. Le 9 octobre 1943, l'adjoint de Pourchot télégraphie à Alger : « *Nous sommes découverts par les Suisses qui coupent le courant au moment de nos émissions*³. *Nous cessons provisoirement les émissions et continuerons à vous écouter, mais à 10 heures GMT. (...) Nous transmettrons jusqu'à nouvel ordre par canal américain dans notre chiffre*⁴. »

1. Lieutenant-colonel Pourchot, attaché militaire adjoint, « Rapport concernant l'activité et les mérites que s'est acquis Albert-Charles Meyer de Belfort au titre des services spéciaux de l'état-major de l'Armée en Suisse », Berne, 16 décembre 1945. Archives privées. Entretien avec l'auteur, 2003.
2. Télégramme chiffré n° 181/182 du 20 avril 1944. Service historique de Défense (Marine), Vincennes. Papiers Ferran, 156 66 (2).
3. Le SR dispose en effet d'un poste émetteur, denrée rare alors.
4. Télégramme chiffré n° 67, 9 octobre 1943. SHD-Marine, Papiers Ferran, 156 66 (2).

Le comte Pierre de Leusse, qui représente à partir de juin 1943 le CFLN (Comité français de la libération nationale) en Suisse évoque explicitement « le cas » du commandant Pourchot qu'il reconnaît être « *compliqué* ». Pour lui, son maintien à l'ambassade crée « *l'équivoque* » : « *Je tiens seulement à vous redire qu'il est particulièrement choquant de voir que la seule personne qui puisse correspondre librement avec Alger est fonctionnaire en activité à l'ambassade de Vichy. Tout le monde sait en Suisse que le commandant Pourchot dispose d'un poste émetteur et qu'il est en relation avec l'état-major de l'Armée à Alger*¹. » À l'évidence, il règne en Suisse, dans le camp français, une confusion générale, confusion accrue par la présence de la Délégation de la Résistance française en Suisse, initiée par le mouvement *Combat* et les Mouvements Unis de Résistance², mais aussi d'autres réseaux *sui generis*, comme le réseau *Gilbert* du colonel Groussard³.

Les agents secrets français fomentent la dissidence à l'ambassade de France à Madrid

Le colonel Pierre Malaise a été à la tête du service de renseignement de l'armée de l'Air, avant d'être désigné comme attaché militaire près l'ambassade de France à Madrid le 19 octobre 1940. Poste prestigieux et important puisque cette ambassade, la seule grande représentation du gouvernement de Vichy, est un point d'observation idéal pour suivre les manœuvres des Allemands dont on craint alors qu'ils ne fassent basculer l'Espagne du côté de l'Axe en l'entraînant dans la guerre. Ce poste intéresse particulièrement la hiérarchie militaire à tel point que, le 14 janvier 1941, on lui adjoint, à titre officieux, André de Berroeta, officier de réserve démobilisé, ancien attaché de l'Air (en contournant les clauses de l'armistice qui ont réduit le poste d'attaché de l'Air à Madrid à un seul officier)⁴. Ses activités échappent largement au contrôle de son ambassadeur, François Piétri, et partant du gouvernement⁵. Piétri le déplore : « *J'avais, somme toute, et depuis longtemps, l'impression que cet officier travaillait, si je peux dire, dans un domaine qui m'échappait*⁶. »

Le colonel Malaise se vit comme indépendant vis-à-vis de son ambassadeur, mais aussi par rapport à la politique de Vichy : résolument hostile à une politique de collaboration avec l'occupant, il entretient des relations avec la Grande-Bretagne, dernier pays européen en guerre contre l'Allemagne. À noter que la France libre est

1. Note de Pierre de Leusse, février 1944. Archives du ministère français des Affaires étrangères (AMFAE), série Z Europe 1944-1960, Suisse, n° 31.
2. Voir Robert Belot, *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?* Paris, Armand Colin, 2009.
3. Georges A. Groussard, *Service secret, 1940-1945*, Paris, La Table Ronde, 1964.
4. Note secrète n° 64 du secrétaire d'État à l'Aviation (état-major, 2° Bureau) au ministre des Affaires étrangères, Vichy, 14 janvier 1941, AMFAE-V, 2441/219/9.
5. Note n° 13 de Piétri, ambassadeur de France en Espagne, au ministre des Affaires étrangères, Madrid, 4 février 1941, AMFAE-V, 2441/219/15.
6. Note n° 60 de l'ambassadeur de France à Madrid au chef du Gouvernement, Madrid, 19 novembre 1942, AMFAE-V, 2441/219/52.

depuis l'origine sous-représentée en Espagne. Les courriers, arrivés dans la capitale espagnole, sont pris en charge par Malaise lequel, à la barbe de l'ambassadeur, les remet au chef local de l'IS, qui les restitue au *Wing-Commander* Winterbotham, le chef de la branche *Intelligence Service* de la *Royal Air Force*. Des Anglais, Malaise obtient trois postes radio, valises émetteurs-récepteurs, un plan de transmissions, un code et des cristaux¹. Un autre agent relève de la mouvance pro-alliée : il s'agit du commandant Jean Boutron, qui est nommé, par Vichy, au poste d'attaché naval adjoint à Madrid. Sa mission officieuse : maintenir un contact permanent de l'attaché militaire de l'ambassade de Sa Majesté, Drummond Wolf, et avec William Sleator, chef d'antenne de l'*Intelligence Service* à Madrid. Une des premières actions clandestines de Boutron a été de remettre au réseau de renseignement de Loustaunau-Lacau trois émetteurs reçus des Anglais.

Dans les milieux du renseignement français, l'attitude de Malaise est connue. Le voyage du colonel Groussard à Londres, en mission semi-officielle, ne pouvait pas ne pas passer par l'Espagne et par Malaise, le 13 juin 1941 : « *Je me rendis tout de suite à l'ambassade de France pour essayer d'y rencontrer le lieutenant-colonel Malaise, attaché de l'Air. Malaise m'avait été signalé comme travaillant avec beaucoup d'efficacité pour la cause alliée, et j'avais déjà eu des liaisons directes et efficaces avec un de ses agents à Canfranc*². » Outre les transmissions de renseignements aux Anglais et aux Américains, les attachés militaires de l'ambassade de Madrid jouent un rôle important dans le soutien aux Français qui souhaitent quitter clandestinement la France pour l'Afrique du Nord (et plus rarement l'Angleterre). Ils facilitent le travail de monseigneur André Boyer-Mas, attaché culturel en Espagne, du temps de Pétain, protonotaire du pape et responsable de la délégation de la Croix-Rouge française en Espagne. L'homme en noir était une éminence grise, honorable correspondant³. Les attachés militaires sont de mèche avec le poste « TR 125 » de Barcelone et son antenne de Saint-Sébastien pour les opérations de franchissements illégaux de la frontière.

Peu de temps après le 8 novembre 1942, sachant que ses chefs ont quitté Vichy, alléguant sa crainte d'être démasqué par les Allemands, le colonel Malaise annonce à son ambassadeur qu'il ne peut plus continuer à exercer des fonctions officielles. Le 17 novembre 1942, il fait parvenir à Piétri une lettre de démission : « *J'abandonne mon poste parce que je n'ai pas le droit de rester inactif. Accepter d'être inemployé est aujourd'hui pour le moins une lâcheté ; vous comprendrez certainement que je ne puisse m'y résigner*⁴ ». Malaise met en place un poste SR, à la demande du colonel Ronin. Abrisé par l'ambassade américaine, il devient une sorte d'officier de liaison entre les Américains et le Comité d'Alger. Paul Paillole passe par Madrid avant de rejoindre Londres puis Alger. À Barcelone, il installe un poste « TR ». Il voit Malaise à Madrid. La défection de Malaise va susciter une véritable sécession dans le personnel de l'ambassade. La création

1. Jean Bézy, *Le S.R. Air*, éditions France-Empire, 1979, p. 33-36.
2. Colonel Groussard, *Chemins secrets*, tome 1, Bader-Dufour, Mulhouse-Paris-Lausanne, 1948, p. 253.
3. Voir à ce sujet : Robert Belot, *Aux frontières de la liberté. S'évader de France sous l'Occupation. Vichy-Madrid-Londres-Alger*, Paris, éd. Fayard, 1998.
4. Lettre transmise par Piétri dans son envoi n° 60 du 19 novembre 1942, AMFAE-V, 2441/219.

d'une tierce France en Afrique du Nord (avec l'arrivée du général Giraud¹), libère les vichysto-résistants et leur offre des perspectives d'action concrète et immédiate. Elle encourage les ruptures avec Vichy. Les hommes du renseignement français s'inscrivent dans le mouvement et ont compris l'impasse vichyste. Mais en se jetant dans les bras du général Giraud, qui s'installe à Alger, et tout en croyant bien faire, ils créent une source supplémentaire de division dans la France du refus.

L'importance et les difficultés du renseignement en Afrique du Nord

L'amiral Canaris, patron de l'*Abwehr*, le renseignement militaire allemand, fut l'un des rares Allemands à alerter sur le fait que la non-occupation de l'Afrique du Nord était une erreur majeure. De fait, l'Afrique du Nord a été la base de la reconquête de l'Europe pour les Alliés. En témoigne le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942. On a appelé cet événement la « bissectrice de la guerre ». Les premières batailles des Alliés et des Français contre l'Axe ont commencé là. Mais c'est aussi le lieu où se retrouvent, en 1942, les « trois France » (Vichy, France libre et France giraudiste post-vichyste) et toute la confusion qu'elle provoque.

Le général Noguès, puis le général Weygand, délégué général du gouvernement en Afrique française², ont favorisé le camouflage du matériel, la fabrication clandestine d'armements et la dissimulation des effectifs. Robert Murphy, le représentant du président Roosevelt en AFN, lui promet toute l'aide dont il aurait besoin³. Or, dès novembre 1941, le gouvernement français, sur pression des Allemands, envisage son rappel pour le neutraliser. Il s'estime trop vieux pour entrer en rébellion⁴. Car les Allemands sont très présents en AFN où les agents *Abwehr* fourmillent. Une section spéciale du SR allemand a été mise en place. Les commissions d'armistice en AFN sont un nid d'espions. Un des objectifs des Allemands est de susciter la révolte des élites musulmanes et, bien sûr, de surveiller le comportement de l'armée française, mais aussi des Américains. Ceux-ci, en effet, ne sont pas en reste. Ils ont tissé une toile très efficace qui facilitera le coup du 8 novembre 1942. On pourrait même dire que la première résistance française africaine naît dans la mouvance américaine. Dans un mémorandum du 10 octobre 1941, le général Donovan, le fondateur de l'*Office of Strategic Services* (OSS) déclare que l'Afrique du Nord est sa première priorité⁵. Robert Murphy est envoyé en AFN par Roosevelt dès novembre 1940 comme consul général d'Algérie. Il s'appuie sur une douzaine de vice-consuls (juin 1941) qui sont en réalité chargés d'une mission de renseignement. Un responsable des « opérations spéciales »

1. En décembre 1942, le général Giraud est Haut-commissaire en Afrique française et commandant en chef des armées.
2. Christine Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, Albin Michel, 1998, p. 196.
3. On doit mentionner l'accord Weygand-Murphy, signé en février 1941, relatif à la possibilité d'une défense de l'AFN contre les Allemands en liaison avec les Américains.
4. Crusoë (Jacques Lemaigre-Dubreuil), *Vicissitudes d'une victoire*, Les éditions de l'âme française, 1946, p. 18.
5. Bradley F. Smith, *The shadow warriors. OSS and the origins of the CIA*, Basic Books, Inc., Publishers, New York, 1983, p. 93.

est nommé en octobre 1941 (le colonel Solborg), puis un coordonnateur parlant arabe (le lieutenant-colonel William Eddy, naguère attaché naval au Caire). Leur mission est triple : collecter du renseignement politico-militaire¹ ; assurer la présence américaine auprès des groupes de résistants (armes et, surtout, financement) ; établir des relations avec les chefs indigènes arabes qui font l'objet des séductions allemandes et franquistes².

La crainte des militaires : une invasion de l'AFN par l'Allemagne. Weygand a donné « carte blanche » au 2^e Bureau et à son chef, le commandant Henri Navarre, ancien chef de la section allemande du SR. Un ancien du SR intercolonial le rejoint en mars 1941 : le lieutenant-colonel Chrétien, chargé de coordonner le contre-espionnage. Il prend l'initiative d'implanter dans chacune des 5 divisions militaires d'AFN un bureau militaire de contre-espionnage, disposant d'une brigade de Surveillance du territoire. Elle centralise les informations communiquées par un vaste réseau d'informateurs bénévoles. Un poste « TR » est également créé à Dakar. L'essentiel du travail repose sur la surveillance des commissions d'armistice allemandes et italiennes (qui pourraient être le cheval de Troie de l'invasion) : déplacements, interception des messages radio, pose d'écoutes dans les bureaux et aux domiciles privés, contrôle postal (3 000 lettres par jour). C'est ainsi que les services spéciaux ont réussi à obtenir le plan d'occupation du Maroc, élaboré en 1941 (qui devait être exécuté fin 1942), grâce au placement d'un micro dans la salle où le chef de la commission allemande d'Alger avait réuni ses officiers pour rendre compte de son séjour à Berlin. C'est ainsi que le code secret de l'amirauté italienne fut décrypté. Mais il faut y ajouter des actions d'intimidation, de contre-propagande. Voire d'intoxication : c'est ainsi que les synthèses du SR allemand conclurent, jusqu'au 7 novembre 1942, que l'hypothèse d'un débarquement américain en AFN ne pourrait pas intervenir avant le printemps 1943. Les formations collaborationnistes sont asséchées : notamment la Légion des combattants, la Légion Tricolore et le Parti populaire français. Le BMA d'Alger doit éliminer certains des Français ou Algériens qui collaborent avec les Allemands et neutraliser les agents de l'*Abwehr* qui tentent de s'infiltrer : « *plusieurs centaines furent arrêtées, dont près de cent condamnés à mort et exécutés*³ ». Les services spéciaux en Afrique française ont un avantage sur ceux de métropole : ils ont l'accès aux archives.

Il arrive que la Commission centrale d'armistice de Wiesbaden, saisie par ses représentants allemands et italiens en AFN, proteste et menace. Comme dans cette lettre du 1^{er} novembre 1941 qui dénonce « *l'attitude déloyale et hostile des services français* ». L'auteur fait état des plaintes qui s'accumulent « *au sujet des vexations ou arrestations dont sont victimes des Français, des indigènes ou des étrangers, uniquement coupables d'être entrés occasionnellement en contact personnel avec de militaires allemands* ».

1. Ordres de bataille, codes d'aviation, activités des agents de l'Axe, milieux collaborationnistes français, ports, usines électriques, hôpitaux, usines frigorifiques, dépôts de blé, approvisionnements dirigés sur la France.
2. Kenneth Pendar, *Le dilemme France-États-Unis. Une aventure diplomatique*, Montréal, éditions Beauchemin, 1946, p. 43.
3. H. Navarre, *Le service de renseignements, op. cit.*, p. 195.

ou même simplement de leur avoir adressé la parole »¹. Commentaire de Pierre Nord, parlant des Allemands (à la différence des Italiens) : « *On ne peut ni les neutraliser ni les intimider. Il ne reste que de terroriser leurs complices éventuels, et surtout de créer une atmosphère de secret hermétique.* »

Mais le retour de Pierre Laval au pouvoir (avril 1942) a constitué la plus grosse difficulté que les services spéciaux ont dû affronter. Suite aux accords Oberg-Bousquet, il dessaisit les militaires de l'armée d'Afrique de leurs pouvoirs de police et n'hésite pas à adresser à la *Gestapo* des informations personnelles relatives aux officiers des services. Une politique de répression systématique se met en place. L'activité du contre-espionnage devient dès lors très dangereuse et marque le pas. Le renseignement en AFN est « *décimé* » (P. Nord).

Les événements du 8 novembre 1942 « *détruisirent tous les espoirs qui avaient donné un sens au service dans l'Armée d'armistice, même aux yeux des officiers animés de l'esprit de revanche* »². Une autre histoire commence, où se télescopent les pouvoirs, de Darlan à de Gaulle en passant par Giraud. Confusion : côté français, c'est le mot qui résume le mieux la situation. Comme l'écrit Henri Navarre, « *à Alger, nul ne savait quelle autorité avait qualité pour décider de l'attitude à l'égard des Alliés* ». Est-ce l'amiral Darlan, dauphin de Pétain, ou le général Giraud, antigauilliste appuyé par les Américains ? Darlan est assassiné le 24 décembre 1942. Sous Giraud, une restructuration importante a lieu. Le lieutenant-colonel Chrétien se met sous les ordres du colonel Rivet qui s'installe à Alger le 5 novembre 1942, rejoint quelques jours après par le colonel Ronin et par le commandant Paul Paillolle le 2 janvier 1943. L'invasion de la zone Sud par les Allemands le 11 novembre 1942 rend l'activité du 2^e Bureau impossible. La Résistance prend le relais, pourrait-on dire. Est créée une Direction des services de renseignement et de sécurité militaire (regroupant SR et contre-espionnage) placée sous la coupe de Rivet, lequel a pris contact dès son arrivée avec Robert Murphy (OSS) et le colonel Crawford, chef l'*Intelligence Service* à Alger.

Des problèmes de conception de l'action et de délimitation des domaines de compétence ont aussitôt surgi avec les services spéciaux du général de Gaulle : le BCRA (Bureau central de recherche et d'action). De Gaulle prend la main sur l'ensemble en juin 1943 en créant le CFLN (Comité français de la libération nationale)³. Mais cela n'empêche pas que deux cultures s'affrontent. La suspicion règne, tout autant que le dénigrement. Comme le rappellera non sans une certaine amertume le colonel Paillolle : « *De mai 1943 à avril 1944, j'ai dû consacrer malgré moi, autant de temps à défendre mes services, leur structure, leurs secrets, qu'à faire mon métier sur les théâtres d'opérations du C.E. et de la Sécurité militaire*⁴. » Jacques Soustelle, de son côté, est souvent au bord du découragement à force de lutter pour rapprocher les points de vue quand l'heure

1. Cité par Pierre Nord, *Mes camarades sont morts, tome 2, Le contre-espionnage*, Librairie des Champs-Élysées, 1947, p. 15-16.
2. R. Paxton, *L'Armée de Vichy, op. cit.*, p. 419.
3. Giraud est écarté de la coprésidence le 3 octobre 1943, chargé du commandement en chef militaire, incluant les services spéciaux (hors BCRA).
4. Paul Paillolle, *Services spéciaux (1935-1945)*, R. Laffont, 1975, p. 528.

de la Libération approche et devrait requérir toutes les énergies : « *L'on imagine de quel cœur je pouvais consacrer des heures et des heures à ergoter avec Rivet ou Paillolle quand tant de problèmes vitaux exigeaient toute mon attention et toute mon énergie* »¹.

Il faut attendre le 15 avril 1944, quand le général Giraud se retire officiellement de son Commandement en chef, entraînant à sa suite la mise en retraite du colonel Rivet, pour qu'enfin une restructuration des services spéciaux soit effectuée et mette fin à la « crise de la fusion ». Giraud entraîne jusqu'à la déraison certains agents du SR dans une démarche complotiste, comme le colonel Malaise². Procéder à la fusion de l'ensemble des services secrets pour ne pas les laisser entre les mains des officiers vichysto-giraudistes sous dépendance américaine³ : telle est la délicate mission politique qui est confiée à Jacques Soustelle, Français libre de la première heure qui a le grand tort de n'être pas de la communauté et d'être un civil. Il prend la tête de la Direction générale des services spéciaux (DGSS), créée le 27 novembre 1943. Cette mission sera tout sauf évidente. Lors d'un entretien avec Giraud, qui a lieu le 5 décembre 1943, Soustelle soutient que le Commandant en chef « *émet la prétention de constituer à son profit une armée secrète, formée de contingents que lui céderaient les organisations de la Résistance*⁴ ». Et, plein d'aplomb, d'affirmer qu'il ne souhaite pas se laisser dessaisir des services spéciaux. Il aurait été jusqu'à envisager de les supprimer purement et simplement, à la fin de mars 1944, quand Soustelle menace de couper l'argent. Jacques Soustelle reconnaît dans ses Mémoires que les « *services secrets de Vichy (...) étaient anti-allemands* »⁵. Mais le mélange du politique avec le militaire heurtait leur culture qui a eu du mal à comprendre, selon Soustelle, « la réalité complexe de la France occupée ».

*

Claude Bourdet, grande figure « de gauche » du mouvement *Combat*, estime, parlant de Paillolle et de la « *fraction anti-allemande du SR de Vichy* », que ces hommes « *résistaient à leur manière* », car pour eux « *la guerre contre l'Allemagne continuait toujours* »⁶. Au moment des faits, les hommes des services spéciaux, dans leur immense majorité, se retrouvent dans une démarche commune dominée par l'esprit de « revanche ». Officiellement ou clandestinement, ils servent le régime de Vichy parce qu'ils pensent, à tort, qu'il est disposé à poursuivre la lutte. C'est pourquoi il leur arrive à la fois de pourchasser des résistants et, parfois, les persécuteurs de ces mêmes résistants. C'est pourquoi les Allemands ne les épargnent pas. Ainsi, le 15 novembre 1941, le chef de

1. Jacques Soustelle, *Envers et contre tout. De Londres à Alger, op. cit.*, p. 327.
2. Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle. Politique et gaullisme de guerre*, Fayard, 2006, p. 359-367.
3. Bernard Ullmann, *Jacques Soustelle*, Plon, 1995, p. 98.
4. Jacques Soustelle, *Envers et contre tout. D'Alger à Paris (1942-1944)*, t. II, Robert Laffont, 1950, p. 323.
5. *Ibid.*, p. 301.
6. Claude Bourdet, *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975, p. 118-119.

« TR 112 bis » (première antenne des Travaux Ruraux en zone occupée), le lieutenant Martineau, est arrêté à Paris, victime d'un agent double, ainsi que quatre de ses collaborateurs¹. Premier coup porté par l'*Abwehr*. Les hommes du renseignement et du contre-espionnage français, de 1940 à 1942, se situent dans une zone floue, hybride, mais qui reste tributaire du cadre institutionnel. C'est la grande différence d'avec les résistants.

Un changement majeur intervient avec l'occupation totale du territoire métropolitain. Les services spéciaux se libèrent de l'ombre inhibitrice de Vichy (qui accentue sa politique de collaboration) et, confrontés à la répression croissante des forces occupantes et malgré les arrestations qui s'intensifient, entrent dans une phase plus opérationnelle contre l'occupant, où « la lutte fut la plus dure, la plus importante, la plus payante »². La plus « payante » ? Cela reste à démontrer. Un exemple qui fait date. Le 17 février 1943, les membres du 2^e Bureau clandestin, Technica, qui fonctionnait à Lyon quai Saint-Vincent, sont tous arrêtés, dont l'ami de Frenay, Cossé-Brissac. L'*Abwehr* l'avait en ligne de mire depuis un certain temps. L'invasion de la zone dite libre changeait la donne et permettait aux Allemands d'intervenir³. L'organisation « TR » en métropole est sévèrement touchée. Par exemple, le « TR 113 » (Clermont-Ferrand, Limoges, avec une antenne importante à Paris), dirigé par le capitaine Johannès (pseudo « Jansen »), est décimé : 50 arrestations, dont des membres de la famille de Johannès. La découverte d'archives permet à l'*Abwehr* de consolider sa toile répressive.

Après 1942, les dirigeants des services spéciaux choisissent Giraud et partent pour l'Afrique du Nord, tout en restant anti-gaullistes (ou non-gaullistes) pour la majorité. Des contacts avec la Résistance intérieure ont lieu, mais ce n'est pas systématique. Sauf avec l'ORA (Organisation de résistance de l'Armée⁴), car l'on reste entre militaires. Les deux univers ne se mélangent pas vraiment. Des interactions peuvent se produire. Un exemple en février 1943 : suite à la répression allemande qui s'abat sur le poste « TR 117 » (chargé de veiller aux stocks d'armes issues du camouflage dans le Sud-Ouest et des passages par l'Espagne), son chef, l'adjudant-chef Marcel Taillandier, se rapproche du mouvement Combat, ce qui donne naissance au « Groupe Morhange ». C'est lui qui organise l'exécution de l'intendant de police nommé en juillet 1943. Mais c'est loin d'être la norme.

La caractérisation même de ce type de résistance n'est pas aisée, si tant est, bien sûr, qu'on lui accorde le droit d'accéder à cette catégorie. Ce qui paraît établi, c'est que l'activité des services spéciaux se situe hors de la référence gaulliste et du champ des mouvements de résistance intérieure (malgré l'existence de liens ponctuels), entre l'approbation de l'État français (du moins de certains de ses décideurs) et la clandestinité.

1. Il est condamné à mort en août 1942. Il décide de travailler pour l'ennemi, pour sauver sa vie. Henri Navarre estime que de « *très nombreuses arrestations furent mises à son compte* ».
2. Pierre Nord, *Mes camarades sont morts...*, T.1, p. 24. Souligné par moi.
3. Mais aussi une trahison interne. Voir : H. Navarre, *Le service de renseignements, op. cit.*, p. 220-221.
4. L'ORA, dirigée par le général Verneau, puis par le général Revers à partir d'octobre 1943, peut être considérée comme « la seule organisation de résistance purement militaire » (R. Paxton).

La raison, aux yeux des hommes des services spéciaux, c'est que dans « la plupart » des organisations de Résistance, « les préoccupations politiques dominaient largement »¹. Affirmation très contestable, mais qui révèle bien l'existence de frontières durables entre les deux univers. Cette manière de voir séparatiste fut encouragée par le général Giraud qui prescrit au chef du SR de s'abstenir de contact direct avec le général de Gaulle. Celui-ci, une fois Giraud éliminé, impulsa la politique de « fusion » entre le BCRA et les SR militaires avec la création de la Direction générale des services spéciaux. Le colonel Rivet dut s'incliner et partir à la retraite avec le grade de général, le 15 avril 1944. Pour la communauté du renseignement, une nouvelle histoire commence.

C'est peut-être l'historien Henri Michel qui, dans son étude pionnière sur *Les courants de pensée de la Résistance*, en a donné la meilleure définition : « De toutes façons, cette Résistance, qui aspire à être officielle, et qui n'est jamais qu'à demi-clandestine, sans qu'on puisse savoir, sans qu'elle sache elle-même, jusqu'à quel point Pétain l'approuve et la couvre, dans quelle mesure Darlan la combat et quelles idées Laval se fait d'elle, est très différente dans son esprit, dans les conceptions de son combat, dans son action, autant de la France libre que des Mouvements naissants². »

Robert Belot

1. H. Navarre, *Le service de renseignement*, op. cit., p. 287.

2. Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, op. cit., p. 450.

LES ENJEUX ORGANISATIONNELS ET POLITIQUES DU RENSEIGNEMENT DANS LA RÉSISTANCE

Robert Belot

Jusqu'à la fin des années 1980, les historiens ont montré un intérêt très relatif aux enjeux du renseignement dans la Résistance. Peut-être faut-il y voir une réaction contre la littérature profuse provenant des anciens des services spéciaux¹ ou contre la domination éditoriale des productions du colonel Rémy (ses *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, publiées en 1946, ont connu de nombreuses rééditions), grand résistant devenu auteur prolifique². Celui dont on a cultivé à l'envie le mythe d'« agent n° 1 de la France libre³ » a commis l'imprudence de se lancer dans le combat pour la réhabilitation du maréchal Pétain⁴. Les mémoires du colonel Passy, chef des services spéciaux de la France libre (BCRA⁵), ont été ternies par une affaire qui a fait scandale à l'époque⁶. Quoiqu'il en soit, le renseignement, sous sa forme populaire de « l'espionnage », a surtout été intégré dans « l'Histoire-récit, insistant sur l'anecdotique, l'événementiel,

-
1. Pierre Nord (colonel Brouillard), Michel Gardère, Henri Navarre, Paul Paillolle.
 2. Sous le nom du colonel Rémy (alias Gibert Renaud), de 1946 à sa mort en 1984, deux livres par an ont été publiés (rééditions comprises). Rémy, *Mémoires d'un agent secret de la France libre. Juin 1940-Juin 1942*, Raoul Solar éditeur, Monte-Carlo, 1945.
 3. Guy Perrier, *Rémy – L'agent secret n° 1 de la France libre*, Perrin, 2001.
 4. Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy, 1944-198...*, Seuil, 1987, pp. 43-50.
 5. Bureau central de renseignement et d'action.
 6. Sébastien Albertelli, « Le SDECE et l'affaire Passy », in *Pierre Sudreau : 1919-2012. Engagé, technocrate, homme d'influence* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017 (généré le 26 octobre 2023). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pur/152560>. ISBN : 9782753584990. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pur.152560>.

le spectaculaire », de même que la Résistance a été dominée par « l'Histoire-mémoire » des témoignages¹. Un fait semble faire consensus chez les historiens : l'historisation de la Résistance a été tardive². Il en est de même pour le renseignement³.

L'historiographie française a eu tendance à privilégier la dimension militaire, puis politique et idéologique⁴. C'est pourquoi la période qui précède le début du processus d'unification, avec Jean Moulin, a été peu investie. Pourtant, les zones floues et fluctuantes de cette « proto-résistance » gagnent à être connues. Car l'essentiel de l'activité initiale est organisé autour de la question du renseignement (au sens non professionnel) et de l'information, dans un contexte marqué par une double censure (celle de l'occupant et celle de Vichy) : s'informer sur ce qui se passe pour informer les Français, telle est la préoccupation première des premiers groupements de résistance et des premiers bulletins clandestins qu'ils essaient de mettre en place dans des conditions de fortune. La question de l'utilisation opérationnelle du renseignement viendrait après. Il faut d'abord prouver que la Résistance, ce n'est pas « du vent⁵ ».

Le renseignement est peut-être le dernier chaînon manquant. Et pourtant, sa prise en considération permet de mieux poser (sinon de résoudre) des questions fondamentales qui continuent à faire problème : que savaient les résistants (des intentions de Vichy, par exemple) ? Comment savaient-ils ? Quelle était leur perception des enjeux du moment ? À quoi servait le renseignement et quelle était sa place dans l'écosystème résistant ? Des questions d'autant plus nécessaires à sonder que le renseignement a été

1. Jean-Marie Guillon, « L'histoire de la Résistance en France. Enjeux et débats », université de Provence, non-daté, p. 39 (file:///Users/br78662h/Downloads/191086-Text%20de%20l'article-285615-1-10-20101215.pdf).
2. Pierre Laborie affirme que l'histoire de la Résistance est caractérisée par un « curieux déficit », dû à un « retard considérable par rapport à la masse, à la solidité des mises au point et la nouveauté des travaux publiés sur Vichy, la collaboration, ou, depuis un peu moins de temps, sur la persécution des juifs et le génocide ». Pierre Laborie, « Historiens sous haute surveillance », « Que reste-t-il de la Résistance », n° spécial, *Esprit*, janvier 1994, p. 40.
3. Citons quelques-unes de nos contributions : Robert Belot, « Politisation du renseignement et enjeu politique du renseignement dans la Résistance française », *Politiques du renseignement*, sous la direction de Sébastien Laurent, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, pp. 271-294 ; « Résistance et renseignement », in Bertrand Warusfel (dir.), *Le Renseignement. Guerre, technique et politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Centre d'études d'histoire de la Défense, Lavauzelle, 2007, pp. 177-201 ; « La circulation du renseignement clandestin dans la Résistance : enjeux politiques et techniques de la cryptographie », in *La guerre des intelligences (1939-1945)*, éditions Lavauzelle, 2002, pp. 285-341 ; « Intelligence considered as a war weapon and a global power tool : about the birth of the US secret services (1942-1945) », *ICON, Journal of the International Committee for the history of Technology*, vol. 8, 2002, Londres, University of Leicester, pp. 55-75.
4. En témoigne la première thèse soutenue en France sur la Résistance : Henri Michel, *Les courants de pensée de la Résistance*, PUF, 1962.
5. « Il y a dans la personnalité de Frenay, à cette époque, un rayonnement, une passion telle que c'est avec du vent et sur du vent mais sur une foi extrêmement ardente, que tout le système va se trouver bâti. » Témoignage du général Bertin Chevance (*sic*), Archives privées ; témoignage du général Chevance-Bertin à l'auteur, Paris, 4 mars 1995.

à l'origine de la plus grande crise que la Résistance intérieure ait connu dans sa relation avec Londres et Jean Moulin. On a souvent évoqué le déficit de sources pour expliquer cette carence historiographique. Le problème n'est pas mince, en effet, mais il n'est pas incontournable, surtout aujourd'hui où les archives sensibles sont plus accessibles que naguère.

Le renseignement et l'action contre-informationnelle

Il convient d'abord de ne pas oublier que la Résistance française, comme la Révolution française, n'est pas un « bloc ». C'est un phénomène complexe, polygénique et évolutif. Il y a la Résistance intérieure, née sur le territoire métropolitain, et la Résistance extérieure, surgie à Londres par l'action du général de Gaulle, qui s'est développée en Afrique noire puis en Afrique du Nord après le débarquement anglo-américain de novembre 1942. Il convient ensuite de distinguer deux types d'organisations résistantes : les réseaux, qui ont une fonction sectorielle et technique, et les mouvements, qui ont une vocation généraliste, incluant une dimension politique. Pour les mouvements, le renseignement remplit une triple fonction (psychologique, organisationnelle et opérationnelle), caractéristique du combat résistant qui est à la fois un acte politique et un acte de guerre clandestine.

Réseaux et mouvements : deux types d'organisation et d'action

L'action de renseignement proprement dite, au tout début de l'occupation, relève à titre principal des réseaux étrangers et des réseaux de la France libre. La raison de cette précocité est liée au fait que l'Angleterre, dernier pays européen à se battre contre le nazisme, héberge les gouvernements étrangers en exil et la France libre, gouvernement en émergence soutenu par le Premier ministre de Sa Majesté. Il y a donc un débouché pour le renseignement et des possibilités de financement (contrairement à la Résistance intérieure à ses débuts). On peut citer le réseau polonais *F2*, à l'initiative de Thadée Jekiel et de Léon Sliwinski, à partir de Nice, ou le réseau tchèque *Ryback*, du nom de son fondateur en lien avec le 2^e Bureau du gouvernement tchèque en exil, dont le premier courrier est transmis en janvier 1941. *Alliance*, fondé par l'énigmatique Loustaunau-Lacau et l'insaisissable Marie-Madeleine Fourcade-Méric, est le plus emblématique et le plus précoce (avril 1941) des réseaux français affiliés au MI 6¹, qui suscita une grande méfiance de la part des services spéciaux de la France libre. D'autres sont moins connus : *Jade-Fitzroy*, *Famille-Martin*, *Agir*, *Georges-France*, *Alibi*, *Jove*, *Mithridate*².

Le BCRA, les services spéciaux de l'organisation gaulliste à Londres, a très tôt vu l'importance du renseignement pour savoir ce qui se passait en France. On connaît très bien les premiers réseaux qui lui sont rattachés (sans compter les « sous-réseaux ») :

1. *Military Intelligence, Section 6* : service de renseignement extérieur du Royaume-Uni.
2. Ce réseau demandera l'homologation de 1 641 agents à la Libération.

Confrérie Notre-Dame (colonel Rémy, alias Gilbert Renault), *Saint-Jacques* (Maurice Duclos), Brutus (Pierre Fourcaud), *Nemrod* (Honoré d'Estienne d'Orves). Il faudrait intégrer, à partir de 1941, le réseau *Johnny*, spécialisé dans la surveillance de la *Kriegsmarine* sur la côte bretonne, et celui créé par Edmond Salles en zone non occupée, à qui Passy demande de s'intéresser aux mouvements maritimes et aux commissions d'armistice italienne et allemande en Afrique du Nord. Ces primo-réseaux subissent très tôt un sort tragique, ce qui indique l'importance que l'occupant accorde à la lutte contre le renseignement. *Nemrod* est neutralisé dès janvier 1941, et son chef, Honoré d'Estienne d'Orves, est fusillé en août 1941. Le réseau *Saint-Jacques*, qui comptera 331 agents homologués à la Libération, est décimé à l'automne 1941 : 60 agents sont exécutés, 74 déportés. Fourcaud est arrêté, mais son réseau continuera à se renforcer. Edmond Salles est arrêté par les Français, la Sûreté nationale en l'occurrence, en août 1942, et ne retrouvera la liberté que deux plus tard.

Les renseignements collectés par les réseaux en lien avec le BCRA sont essentiellement d'ordre militaire et économique, plus rarement d'ordre politique. C'est d'abord l'activité de l'occupant qui requiert l'attention. Il faut surveiller : les camps d'aviation, les ports, les bases sous-marines, les transports par camion ou chemin de fer, les circulations maritimes et le trafic aérien, les mouvements de troupe, les fortifications, les travaux d'envergure sur la côte atlantique. Il faut s'introduire dans des entreprises qui sont en lien avec l'occupant : les chantiers navals sont particulièrement observés. Pour la livraison d'armes par voie aérienne, il est nécessaire de repérer des terrains d'atterrissage et de parachutage et de transmettre avec précision les lieux d'atterrissage, ce qui exige un temps important. Il est vital d'identifier des points de passage non risqués sur la ligne de démarcation ou sur les frontières franco-suisse et franco-espagnole. Quand c'est possible, il faut également essayer de photographier les tracts qui circulent, les affiches et les lieux stratégiques. Il est important de signaler les Français défavorables à la Résistance, les collaborateurs, et bien sûr les personnalités allemandes.

La fonction opérationnelle du renseignement est parfois directe, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'organiser l'action immédiate comme des actions de sabotage (qui peuvent viser le potentiel militaire de l'ennemi), de susciter des opérations d'intimidation (contre des journalistes collaborateurs), de provoquer des actions violentes (exécution). Le renseignement peut être envoyé à Londres, directement ou via la Suisse, l'Espagne (ou à Alger à partir de 1943) et susciter une réplique militaire de la part des Anglais ou des Américains (bombardements d'usines, par exemple). Un cas célèbre entre dans cette catégorie : la destruction d'une partie des usines Peugeot à Sochaux (Doubs)¹. On pourrait citer maints autres exemples, comme les bombardements des chantiers navals (dès août 1942) à Le Trait (Seine-Maritime) où sont fabriqués des sous-marins allemands. Mais cet enjeu est tardif dans l'histoire de la Résistance et exige un bon niveau d'organisation.

1. Robert Belot, Pierre Lamard, *Peugeot à Sochaux. Des hommes, une usine, un territoire*, Paris-Panazol, Lavauzelle, 2007, pp. 191-198.

La première mission d'un mouvement clandestin, à la différence des réseaux, est de livrer à l'opinion des informations qui lui cachent tant Vichy que l'occupant. Ces informations visent à convaincre l'opinion : qu'on la trompe ; qu'elle doit se détacher de Pétain (dans un deuxième temps, seulement) ; qu'elle doit rallier les rangs de la Résistance. C'est un travail en profondeur, lent, sans éclat. Pour les mouvements, il s'agit de s'informer pour informer et former. Se renseigner pour enseigner. De quoi s'agit-il ? D'abord, il convient d'informer sérieusement la population qui ne peut plus avoir accès à des sources d'informations fiables à travers une action de propagande informationnelle ou, plus exactement, contre-informationnelle. En effet, l'occupant, particulièrement en zone directement occupée par l'ennemi (la zone nord, jusqu'au 11 novembre 1942), exerce un contrôle total sur les médias (presse, cinéma et radio) et sur l'édition. Pour la zone dépendant de Vichy, le problème est plus complexe. Au départ, nombreux sont les pionniers de la Résistance qui croient sincèrement que c'est le régime qui est placé par l'occupant dans la contrainte de ne pas pouvoir tout dire de la réalité. Comme s'il s'agissait d'une sorte de répartition des rôles où les mouvements se chargeraient de révéler ce que le gouvernement s'interdirait de dire.

Ce souci du factuel dans le traitement de l'information caractérise les premières productions du mouvement créé par l'officier du renseignement qu'est Henri Frenay¹ : le Mouvement de libération nationale (MLN) qui deviendra *Combat*. Nous avons eu la chance d'accéder à l'ensemble des *Bulletins de renseignements* du MLN grâce à l'obligeance du général de Froment². De la fin 1940 à la fin 1941, nous avons peut-être une source unique sous l'occupation d'un mouvement qui a fait du renseignement et de la contre-information l'axe premier de son action, en un temps, précisons-le, où la Résistance est loin d'être unifiée et « politisée ».

Les *Bulletins* qu'il diffuse sont des feuillets dactylographiés très denses qui sont élaborés selon une méthodologie indiquée dans le *Bulletin* n° 13 du MLN (*Combat*), de janvier 1941 :

« Les renseignements diffusés dans le présent bulletin sont séparés en deux parties. 1° partie. Ne comprend que des renseignements absolument sûrs qui sont l'expression exacte de la vérité. 2° partie. Elle comprend des renseignements douteux ou sujets à caution. En particulier les renseignements donnés par la radio ou la presse étrangère. Ils sont néanmoins diffusés pour nos lecteurs qui ne pourraient les recueillir eux-mêmes à l'écoute ou à la lecture. »

Progressivement, à la mission de divulguer des informations tues ou inaccessibles s'ajoute celle de dénoncer des informations fausses, partielles, partiales ou mensongères. « *Il est bon de rappeler quelques vérités élémentaires* », lit-on dans un *Bulletin* de 1941 où il est question du blocus anglais contre l'Allemagne dont certains journaux affirment qu'il « *affame* » les Français. Il s'agit donc de restaurer une vérité, de diffuser un

1. Voir : Robert Belot, *Henri Frenay, de la Résistance à l'Europe*, Seuil, 2003.

2. À l'époque, Pierre de Froment était capitaine. Issu des services spéciaux, ce fut l'un des premiers compagnons d'Henri Frenay. Au cours de mes recherches, lors de la préparation de ma biographie sur Henri Frenay, j'ai pu m'entretenir avec lui à plusieurs reprises.

contrepoison, de « désintoxiquer¹ ». On peut trouver à la Bibliothèque nationale de France un texte dactylographié intitulé « Consignes pour la diffusion de Vérité² » : « Donner au public français des informations exactes et contrôlées sur les agissements allemands dans le monde et en particulier en France, sur les visées proches ou lointaines du Reich sur notre Pays et son Empire, enfin sur les répercussions de tous ordres qu'aurait sur notre vie, notre culture et notre pensée une victoire allemande. »

Scruter les faits et gestes de l'occupant en « terre française »

Au départ, il ne s'agit donc pas d'informer sur la politique du régime de Vichy, et encore moins de la critiquer, mais de livrer au public des informations brutes que « nos journaux et nos postes » ne peuvent diffuser à cause de la « propagande allemande ». D'où un apolitisme initial, qui dure jusqu'au printemps 1942, premier basculement de l'opinion. Mais pour quoi et pour qui s'agit-il d'informer ou de résister à la désinformation ?

Globalement, l'action informationnelle s'inscrit au départ dans une « stratégie indirecte » qui vise à distendre le lien occupant/occupé. Il s'agit d'éclairer et de provoquer les consciences en luttant contre l'apathie de la population que Frenay se désespère de surprendre partout en zone non occupée : « Tu verras, dit-il au capitaine Robert Guédon, du Deuxième Bureau, que la mentalité ici est faite de résignation et d'égoïsme. C'est aussi, et peut-être d'abord, contre cette mentalité qu'il faut lutter³. » Bien que rarissimes, les raisons d'espérer doivent être exploitées et emphatisées pour renverser un état d'esprit. Dans un deuxième temps, dans le cadre de la structuration de l'organisation que Frenay a imaginée, il convient tout à la fois de créer un lien entre les membres du mouvement à venir et de recruter des militants qui viendront grossir les rangs (au départ bien clairsemés) en vue d'une action ultérieure, peut-être lointaine, qui, elle, répondra à une stratégie militaire et violente. Reste à déterminer le type d'informations, la manière d'en rendre compte et de se les procurer.

La lecture des *Bulletins* nous permet aisément de constater l'existence d'une ligne générale. En fait, les informations sont essentiellement dédiées aux activités de l'occupant en France (toutes zones confondues) et aux événements extérieurs, principalement militaires. Ce qui se passe en France, notamment sur le plan politique, est plutôt ignoré. Pétain, très populaire dans l'opinion initialement, n'est pas attaqué au départ. La seule critique vise la « clique gouvernementale ». Cela correspond aux premiers temps de l'occupation où l'on hésite à se prononcer publiquement contre Vichy et où l'on croit qu'une approche apolitique des enjeux du moment est possible et souhaitable pour ne pas prendre l'opinion à rebrousse-poil. Le ton s'efforce d'être neutre. On présente les

1. H. Frenay, *La nuit finira. Mémoires de Résistance. 1940-1945*, Robert Laffont-Opéra Mundi, Paris, 1973, p. 71.
2. « Consignes pour la diffusion de Vérité », sans date et sans signature. Bibliothèque nationale, Rés. G. 1470 (404). Le mot vérité est employé au singulier : ce texte a dû être rédigé avant même la première édition et les remords de Frenay. *Vérités* est le deuxième journal créé par Henri Frenay, après *Les Petites Ailes* et avant *Combat*.
3. H. Frenay, *La nuit finira, ibid.*, p. 51.

faits « objectivement » et on les commente. « *Selon notre méthode habituelle, nous examinerons un à un les faits. Nous en tirerons ensuite une conclusion*¹. » Par conséquent, jusqu'à la fin de juin 1941, l'essentiel du contenu porte sur l'Allemagne. La rubrique « L'Allemagne et les Allemands » traite spécifiquement de la vie en Allemagne, de l'état d'esprit, des problèmes d'approvisionnement, des opérations militaires. Il est aussi question de son travail d'exploitation de l'économie et de la main-d'œuvre, ses actions et exactions en France et dans d'autres pays occupés, comme la Belgique, la Pologne, la Yougoslavie, la Hollande ou la Norvège. Les conditions de détention des prisonniers français en Allemagne sont régulièrement évoquées : « *Matin : un quart de malt et 200 gr. de pain pour la journée. Midi : la valeur d'un quart de légumes. Soir : un bouillon épais et une cuillère à bouche. Deux fois par semaine, 200 gr. de viande.* » D'où dysenterie et entérite. On parle de mauvais traitements qui concernent moins les Français que « *les noirs et les Nord-Africains qui sont toujours frappés et parfois torturés* ».

Une part du renseignement diffusé pourrait être qualifié de « sociétal » ou de « culturel ». Ce type de renseignement nourrit une rubrique récurrente qui s'intitule : « L'Alsace sous la botte allemande ». Il s'agit de montrer concrètement à quoi peut ressembler une politique nazie d'occupation. Cette rubrique est alimentée par des renseignements étonnamment précis sur l'action « spoliatrice » (sic) de l'occupant. Dans le *Bulletin* n° 12 (décembre 1940), il est indiqué que le monument du 152^e RI et celui des Diables bleus à l'Hartmannswillerkopf et au grand Ballon ont été détruits par les autorités nazies. À Strasbourg, la place Kléber s'appelle désormais le Roosplatz, du nom de l'autonomiste « *que nous avons fait fusiller en avril* »². Dans le *Bulletin* n° 13, par exemple, on mentionne le fait que « *dans toutes les écoles le crucifix a été remplacé par la photo d'Adolph Hitler* ». Les enfants « *doivent adresser chaque soir une prière au Führer à qui "nous devons tout"* ». Les filles doivent répéter toutes ensemble : « *Wir wollen keine Christen sein, denn Jesus war ein Judenschwein* »³. On signale que le vieux couvent de Sainte Odile, « symbole de l'Alsace », a été désaffecté et attribué aux Jeunesses hitlériennes. Des comités locaux ont été créés afin d'épurer le dialecte alsacien de toute expression française et de détruire les livres français. Les changements des noms et prénoms français par des noms et prénoms allemands s'intensifient, « non sans résistance ». La source est parfois mentionnée quand elle provient des journaux : « *Le journal Mulhauser Tagblatt du 5 janvier 1941 annonce que les biens de 10 000 sociétés ont été confisqués en Alsace, y compris ceux des organisations catholiques.* » Des chiffres sont donnés pour garantir la fiabilité de l'information. Exemple : « *Le 21 décembre 1940, 9 000 expulsions avaient été prononcées pour les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Elles ont repris le 3 janvier 1941 sous la forme de transfert en Pologne.* » Des

1. *Les Petites Ailes*, 3 juin 1941, « tirage de zone libre ».
2. Il s'agit de Karl Roos, né en Alsace, ancien conseiller municipal de Strasbourg et conseiller général du Bas-Rhin, jugé et exécuté pour avoir livré des renseignements à l'ennemi au cours de la drôle de guerre.
3. « Nous ne voulons pas être chrétiennes car Jésus était un cochon de juif », *Bulletin* du 3 avril 1941.

anecdotes sur la vie quotidienne sont livrées pour donner à voir le travail de sape des autorités contre la société alsacienne : « *Le divorce spontané et sans frais est offert aux Alsaciens mariés aux Français de l'intérieur.* »

Le *Bulletin* du MLN s'émanche parfois de son engagement à ne donner que des informations brutes pour s'aventurer sur le terrain idéologico-philosophique. Ainsi, à la fin de l'année 1940, est diffusée une étude portant sur le « moral des Allemands », où l'on dénonce « *la folie raciste allemande* » et l'action « *anticatholique* » de l'Allemagne nazie, action mise au même plan que la lutte contre les juifs. C'est l'occasion d'établir un lien fondamental entre l'antisémitisme et l'antichristianisme afin de convaincre « l'opinion » (terme employé) que le réflexe patriotique doit s'appuyer sur un rejet de la philosophie nazie.

Ce qu'il paraît intéressant de noter, c'est que le premier usage du mot « résistance » s'adresse aux Alsaciens qui refusent de céder à l'ordre allemand : « *Cependant, la résistance des Alsaciens se manifeste plus forte chaque jour.* » La « résistance », ce sont : des vitrines brisées à Strasbourg, des portraits de dirigeants nazis défoncés, des propriétaires expulsés qui incendient leur maison avant de partir, des manifestations à Colmar et Mulhouse qui entraînent l'état de siège. Le *Bulletin* n'hésite pas à donner les noms des autonomistes qui pactisent avec les Allemands, avec cette mise en garde : « *Il faut graver leurs noms dans nos mémoires pour le règlement de compte de demain.* » Les « Kollaborateurs » (sic) sont parfois désignés. Comme « *Mme Schiaparelli*¹ », classée dans la catégorie « *élégante Kollaborationniste* » parce qu'elle est propriétaire d'une maison de couture « *où les Allemands et les riches Kollaborationnistes peuvent se procurer sans carte les robes de lainage les plus élégantes* ».

Les faits et gestes de l'Occupant en France sont notés scrupuleusement dans la rubrique : « Les Allemands en terre française ». Ainsi, on peut lire dans l'édition du 1^{er} juin 1941 : « *De Saint-Jean-de-Luz à Biarritz les Allemands ont construit une voie ferrée prolongée jusqu'à la côte et destinée aux grosses pièces d'artillerie. (...) Présence d'une unité mécanique blindée dans la région de Dax. Livraison par Peugeot aux Allemands d'une grosse quantité d'ambulances destinées à Gibraltar, selon les dires de l'Officier allemand réceptionnaire* ». Suit le commentaire assez élaboré : « *On peut rapprocher cela du plan allemand commenté dans notre N°1 : chasser d'abord les Anglais de tout le continent européen. Mais ce désir d'Hitler se heurte à la présence du Caudillo... Celui-ci s'est fermé devant les demandes allemandes. Il a d'excellentes raisons pour cela. (...) Le point inquiétant est le terrain gagné chaque jour par l'influence de M. Serrano Suñer*². »

Les renseignements sur le pillage industriel de l'occupant sont nombreux (matières premières, machines, céréales, équipements divers). Les transferts sont documentés : « *80% du produit de la pêche de Saint-Jean-de-Luz va en Allemagne* » ; en Meurthe-et-Moselle, « *le bétail et les pommes de terre ont été réquisitionnés presque en totalité* » ; « *les autorités occupantes ont demandé au préfet de l'Aisne la livraison de 130 000 tonnes d'avoine* » ; « *Les raffineries de Basse-Seine ont été démontées et envoyées en Allemagne. La station d'essence de Marseille-Berre est en cours de démontage pour suivre la même*

1. Il s'agit certainement de Lisa Schiaparelli.

2. *Les Petites Ailes de France*, édition de Paris, 1^{er} juin 1941. Serrano Suñer est le ministre espagnol des Affaires étrangères.

route. » Le 15 décembre 1940, la France a livré à l'Allemagne 1 811 locomotives (dont 1 000 spécialisées dans la traction du charbon), 190 346 wagons et 560 chalands, alors que l'occupant a prélevé 400 000 tonnes de houille par mois. Commentaire : « *Comprenez-vous pourquoi nous avons froid ?* »

Renseigner sur l'Empire et sur le monde

Les « visées » de l'Allemagne sur l'Afrique du Nord font l'objet de certaines mentions. Un comité germano-arabe aurait été créé à Paris. Ce qui est en jeu, selon le *Bulletin*, c'est la « séparation » de la métropole avec les possessions nord-africaines. Il aurait été envisagé d'organiser dès la paix revenue (!) un plébiscite au Maroc, en Tunisie et en Algérie. « *Les trois pays manifesteraient leur volonté de recouvrir leur indépendance sous l'égide du Reich pour l'Algérie et le Maroc, de l'Italie pour la Tunisie.* » La mutinerie des tirailleurs du 5^e régiment de tirailleurs algériens (RTA) qui s'est produite Maison-Carrée, le 28 janvier 1941, résulterait d'une propagande allemande (elle aurait fait des centaines de morts). Dans un *Bulletin* « hors-série » de l'année 1940, on peut lire ce commentaire laconique : « *Le sentiment français doit se révolter contre le dépeçage de la Patrie.* Nous avons un avant-goût de ce que les Allemands appellent la collaboration. » C'est la première fois que le mot « collaboration » apparaît.

Les « adversaires de l'Axe » et les rares pays qui résistent à l'Allemagne font l'objet d'une grande attention. On salue, avec force chiffres, la montée en puissance du potentiel industriel de l'Amérique et on se réjouit de ce qu'elle « *soutient à fond la Grande-Bretagne*¹ ». Le 29 mars 1941 on lit ceci, dont la source est la radio allemande : « *L'île de Sainte-Hélène va être fortifiée en commun par les Anglais et les Américains.* » C'est par le *New York Times* que les membres de l'équipe du MLN/Combat apprennent que depuis la guerre, 1,2 million de tonnes de navires marchands américains a été transférée en pays étrangers. La radio anglaise est systématiquement écoutée. Ce qui permet de saluer « *la volonté de vaincre* » des Anglais : « *On va recruter les femmes et les jeunes filles pour remplacer les jeunes mécaniciens de 19 ans qui sont appelés sous les drapeaux. Dans deux ou trois mois, environ 20 000 femmes seront appelées à travailler pour la défense nationale.* » Les Français ne devaient pas se sentir seuls ou abandonnés par les Alliés, il faut qu'ils sachent que les Britanniques interviennent en France et qu'il convient de faire confiance à leurs services spéciaux :

« *L'Intelligence Service est admirablement organisée en France occupée. (...). À Fontainebleau, deux trains sont chargés dans le plus grand secret avec du matériel d'artillerie et le personnel correspondant. Au moment précis où la locomotive vient accrocher l'un des deux trains, trois avions de la RAF surviennent et bombardent en piqué. Résultat : plus de 100 tués et du matériel détruit.* »

Des actions plus symboliques sont parfois diffusées. Par exemple, le 11 novembre à Bruxelles, des officiers allemands (en fait des agents anglais) déposent une gerbe devant le monument aux morts aux couleurs allemandes, mais à l'envers du ruban on

1. *Ibid.*

peut lire : « La RAF à leurs camarades. » Les Bulletins citent les radios (américaines, anglaises, allemandes, yougoslaves...), les journaux, mais aussi les agences de presse, comme Reuters. C'est ainsi qu'on peut renseigner les Français sur la mobilisation de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Canada ou de l'Afrique du Sud.

Pour les mêmes raisons, on sent un frémissement d'intérêt pour l'URSS à partir du début mai 1941 qui ira crescendo, alors que l'URSS représente un régime honni pour les hommes de *Combat*. Dans le *Bulletin d'information et de propagande* du 6 mai 1941, on évoque de manière prémonitoire « l'attaque contre la Russie ». Les responsables du mouvement sont particulièrement bien renseignés puisqu'ils ont pu accéder à des tracts en langue ukrainienne imprimés à Paris par l'occupant, tracts vantant l'indépendance ukrainienne : « *Accueillez les troupes allemandes qui viennent en libératrices pour former le gouvernement autonome ukrainien sous la protection du Reich Grand Allemand¹.* » C'est là où l'on comprend l'intérêt des liens tissés avec le Deuxième Bureau. Mais le renseignement provient également des citoyens qui savent observer les signes ou les incidents qui surgissent dans l'espace public. Une toile invisible couvre le territoire. Pour les mouvements de Résistance, chaque citoyen doit être un informateur.

De nombreuses citations de journaux allemands constellent les *Bulletins* pour que les Français ne se fassent aucune illusion sur les intentions géopolitiques de l'Allemagne à l'égard de la France. « L'Allemagne vise la domination européenne ». Et de citer, par exemple, le *Strassburger Nachrichten* du 7 janvier 1940 : « *Après cette guerre, le Reich imposera le nouvel ordre à l'Europe. L'Allemagne occupera la place qu'avait autrefois le citoyen romain.* » Ou bien *Der Mittag* du 5 décembre 1940 : « *La France comprend qu'elle est aujourd'hui et pour longtemps appelée à jouer le rôle de nation de deuxième ordre.* »

Au-delà de la dimension informationnelle, qui doit éveiller la lucidité des Français, il s'agit de mobiliser les esprits pour que ne s'installe pas une mentalité de vaincus. Ainsi, le *Bulletin* du printemps 1941 se termine ainsi :

« En attendant, notre attitude ne peut être que celle d'un peuple envahi par la force et non celle d'un peuple battu honteux, mendiant une part de complicité dans les crimes de son maître. Puisque les actes de notre gouvernement, imposé par Berlin ou amené par des considérations dont l'avenir démontrera la fausseté, nous interdisent toute résistance matérielle indirecte, comme celle de la Belgique en 1914-18, il ne nous reste que la résistance morale et intellectuelle. »

On doit noter une discrétion totale concernant la présence du général de Gaulle à Londres. Parfois, cependant, la France libre apparaît. Par exemple en février 1941 : « *L'agence de nouvelles des forces françaises libres annonce qu'en Norvège, la tension augmente entre les populations et les troupes allemandes.* » Ou en mars 1941 pour signaler qu'à Saint-Ouen les Allemands ont fusillé « *un jeune Français qu'ils ont dit être le chef d'un groupe de 15 jeunes gens tentant de quitter la France pour rallier de Gaulle.* »

1. *Bulletin d'information et de propagande*, 6 mai 1941. B.N., Rés.G.1470 (502).

Organisation, typologie et circulation du renseignement

L'organisation du renseignement dans la Résistance intérieure

La recherche et l'organisation de la diffusion du renseignement ont joué un rôle majeur dans le processus de structuration des groupements et de leur transformation en mouvements ; et ceux-ci, par rétroaction, ont favorisé la légitimation et le développement de cette fonction. Il faut attendre le printemps 1942 pour voir les mouvements s'épanouir, se « professionnaliser » et chercher les moyens de se fédérer. Ce tournant est lié à deux principaux facteurs : d'abord, le rejet de Vichy et la levée des ambiguïtés quand Pierre Laval revient au pouvoir et engage la France dans la « collaboration » ; ensuite, la montée en puissance (politique et financière) de la France libre du général de Gaulle qui devient la France combattante pour tenter de réunir résistance extérieure et résistance intérieure. Le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 et sa conséquence (la suppression de la zone non occupée en France) ont accéléré ce processus. Il faut y ajouter le phénomène du réfractariat au service du travail obligatoire, la naissance des maquis, et enfin les perspectives d'un débarquement côté Atlantique.

Peu à peu, on observe une autonomisation du traitement du renseignement, qui devient de plus en plus sophistiqué et stratégique et, parallèlement, une politisation et une éditorialisation de l'action informationnelle qui se déploie dans une presse clandestine de mieux en mieux organisée. Des journaux, qui finiront par atteindre de gros tirages, permettent de renforcer le lien entre le monde clandestin de la Résistance et la population. Il faut également tenir compte d'une sorte d'émulation entre les mouvements qui s'inscrivent de plus en plus dans une dynamique de pouvoir.

Comment la fonction renseignement est-elle intégrée dans l'organisation même du mouvement ? Quelle est la nature du renseignement recherché ? Comment s'organise la collecte du renseignement ? Un modèle du genre est l'organisation du renseignement dans le mouvement Combat que le colonel Passy, fondateur du BCRA londonien, a qualifié de « *cellule mère de toute la Résistance en zone Sud*¹ ». D'emblée, Henri Frenay, officier d'état-major, le construit initialement autour de trois pôles : le renseignement, la propagande et le « choc », c'est-à-dire l'action paramilitaire d'où naîtra l'Armée secrète (AS). La structure va évoluer pour accompagner sa montée en puissance. Dans sa phase optimale, trois sous-ensembles se distinguent :

- les services généraux (faux papiers, service social, logement, liaisons, finances),
- le secteur politique : ROP (recrutement, organisation, propagande), SR (service de renseignement), Propagande et diffusion, Groupes d'études,
- le secteur militaire : Groupes francs ; Armée secrète, SOAM (service des opérations aériennes et maritimes).

1. Colonel Passy, *Missions secrètes en France (novembre 1942-juin 1943). Souvenirs du BCRA*, Plon, 1951, p. 195.

Nous voyons que la fonction Renseignement est déconnectée du secteur militaire. Sa mission relève du politique, là où s'élabore la stratégie. C'est d'ailleurs en cela que le renseignement de la Résistance est différent du renseignement pratiqué par les réseaux de la France libre ou les organismes issus de Vichy. La section du renseignement est investie d'une triple tâche. Elle doit d'abord collecter des informations sur les « différentes activités allemandes en France ». Elle a aussi à identifier les « traîtres » et à repérer les installations françaises qui travaillent pour l'Allemagne (en vue d'une « action immédiate »). Cette activité revêt un caractère secret et sa finalité est *in fine* opérationnelle : il s'agit de « donner aux équipes de choc leurs objectifs de demain ». Mais Frenay convient, au départ, qu'il ne sait pas encore « à qui et comment ils [les renseignements] pourront être communiqués¹ ». Là est le grand problème de la Résistance : comment opérationnaliser le renseignement ? Les directives de Londres tendent toutes à retarder le moment du passage à l'acte dans l'attente d'un plan d'ensemble et du Jour J., Car des actions intempestives peuvent être contreproductives en fournissant à l'occupant le prétexte pour accroître sa répression.

Dans cette attente, la fonction organisationnelle du renseignement se justifie pour trois raisons : former et informer les cadres et les correspondants régionaux des mouvements ; se positionner, grâce à la qualité des informations, par rapport aux autres mouvements ; enfin, marquer sa différence et son importance vis-à-vis des Alliés et aussi de la France libre². Le recueil des informations et la diffusion des feuilles clandestines exigent une organisation plus poussée à tous les échelons et une meilleure circulation des hommes, des directives et des informations. Cette activité permet la mobilisation des énergies, et le coût (humain et financier) qu'elle induit renforce la nécessité d'une meilleure organisation. Les liaisons, particulièrement les liaisons interzones, sont longues, périlleuses et coûteuses. C'est donc par le renseignement que commence à se dessiner cette toile invisible qui, de part en part, sans plan d'ensemble, de manière fractale, va former la Résistance.

Au début 1943, l'organisation du renseignement à *Combat* est bien définie. Dans chaque région, un chef de SR réunit l'ensemble des renseignements provenant tant de ses agents personnels que des autres services du mouvement : NAP (Noyautage des administrations publiques), ROP (Recrutement/Organisation/Propagande), AO (Action ouvrière), GF (Groupes francs). Certains renseignements proviennent du 2^e Bureau de l'Armée secrète (AS) ; celle-ci, placée sous la direction du général Delestraint, possède son circuit propre. Le SR national possède en plus comme source de renseignement le « NAP Vichy », organisme de noyautage de l'Administration centrale, et diverses sources privées. Les renseignements élaborés par le SR sont transmis suivant leur nature soit au « BIP³ », dont ils constituent « la source d'information principale », soit

1. Témoignage de Henri Frenay, février, mars et avril 1948. Archives nationales, 72 AJ 46.
2. C'est la France libre (devenue France Combattante en 1942) qui alloue la majeure partie de leurs moyens d'existence et de combat aux mouvements de Résistance.
3. Bureau d'information et de presse, coiffé par Georges Bidault. C'est un service technique central créé par Jean Moulin.

à *Gallia*¹ et au 2^e Bureau national de l'AS. Ils sont d'autre part exploités par les Mouvements unis de Résistance (MUR²) pour leur usage propre, tant à l'échelon régional qu'aux autres échelons. « *Tout ceci demande une liaison étroite avec toutes les branches, ce pourquoi le SR est placé, à l'échelon national, sous celle d'un membre du CD (comité de direction)*³. »

On assiste à une sorte de « professionnalisation » progressive du traitement du renseignement : les agents spécialisés sont à la fin de l'Occupation environ 1 200, dont 300 ou 400 « appointés »⁴. La Résistance intérieure (et ce fait est généralement négligé lorsqu'on soulève la question de l'évaluation et de l'efficacité de la Résistance française) devient peu à peu une source d'informations fiables et incomparablement utiles, vis-à-vis de laquelle aucune autre organisation (comme les services spéciaux alliés, par exemple) ne saurait rivaliser. C'est un atout considérable. Le problème qui s'est posé a été celui des liaisons. Longtemps le système a été précaire : irrégularité et rareté des départs d'avions, incertitude et dangerosité des émissions France-Londres. Par ailleurs, la pluralité des voies de transmission alourdit le travail et augmente les coûts.

Typologie et sources du renseignement

La grande distinction concerne l'information politique et l'information militaire. La première, à partir du printemps 1942, vise essentiellement les activités du gouvernement et de l'administration de Vichy, mais aussi les milieux collaborationnistes et miliciens. Le mouvement *Combat* a mis en place un service particulier chargé d'infiltrer les administrations : c'est le NAP (noyautage des administrations publiques), dirigé par Claude Bourdet. Cette information est d'importance stratégique et n'a pas un caractère d'urgence. Elle sera utile pour élaborer les plans de la libération et de l'insurrection, pour épurer l'administration et préparer la relève. L'information militaire, l'autre volet de la collecte du renseignement, vise les implantations et les mouvements de l'armée occupante. Concernant le renseignement militaire lui-même, on distingue deux cas, selon que ce renseignement est d'exploitation immédiate ou qu'il constitue un élément de fond.

1. Service de renseignement créé à l'initiative du chef du BCRA de la France libre. Il est notamment chargé en zone Sud de centraliser et d'acheminer les informations du SR des MUR. Frenay s'engagea seulement à promettre de transmettre systématiquement au réseau *Gallia* ses renseignements militaires.
2. Ils ont été créés le 26 janvier 1943, par la réunion des trois grands mouvements de la zone Sud : *Combat*, *Franc-Tireur* et *Libération-Sud*. Mais les mouvements restent autonomes sur le plan politique (notamment à travers leurs journaux clandestins). Jean Moulin est président des MUR.
3. Rapport « Charvet » sur le Développement organique de la Résistance vu dans l'historique d'un Mouvement Uni, 10 mai 1943. Archives nationales (Paris), 72 AJ 2026, chemise A.
4. Marie Granet et Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance, de juillet 1940 à juillet 1943*, PUF, 1957, p. 156.

Dans le premier cas, le recours aux radios est privilégié. Il s'agit de renseignements relatifs :

- aux transports importants de troupes (Wehrmacht) ou de matériel,
- aux concentrations ou aux décongestions dans certaines régions,
- aux activités anormales des terrains d'aviation,
- aux résultats de bombardements permettant d'en étudier l'exécution et le rendement,
- aux objectifs « relativement fugitifs » justiciables d'un bombardement,
- aux opérations de parachutage, de matériels ou d'hommes.

Dans le deuxième cas, les informations sont considérées comme de deuxième urgence et sont donc assurées par des courriers normaux. Il s'agit de sujets d'ensemble « plus ou moins permanents » qu'il suffit de tenir à jour comme :

- l'ordre de bataille,
- les dossiers d'objectifs,
- l'activité industrielle,
- le moral des troupes ennemies,
- la variation d'importance des dépôts de munitions, d'essence, de matériel,
- les mouvements de troupes ayant un caractère normal,
- la production dans les arsenaux, les poudreries et les chantiers de construction,
- les informations générales sur la Résistance¹.

Dans certains cas, bien qu'il y ait urgence, le recours à la radio n'est pas possible : par exemple les plans et les photos d'installations. L'information industrielle revêt une importance particulière dans le travail de renseignement. Il s'agit prioritairement des commandes de l'occupant aux industriels français : nature, importance, délai, pourcentage par rapport à la production totale de l'entreprise, achat d'actions, échanges de brevets, réquisitions de matériels et de matières premières. La SNCF est un observatoire privilégié, mais aussi les Chambres de commerce.

Toute la question est de savoir où trouver des sources fiables d'information. Car celle-ci n'est pas facilement disponible : elle est cachée, voire interdite. C'est la denrée la plus chère et la plus rare de cette période d'Occupation. Il faut la voler, ou la négocier. Trois viviers sont privilégiés : les institutions (vichystes et occupantes) ; les entreprises et organismes divers (Peugeot, SNCF...) ; l'environnement immédiat (repérage des installations militaires de l'occupant). Concernant l'accès aux sources, il convient là aussi de distinguer deux périodes.

Avant novembre 1942, les interconnexions avec les services spéciaux de Vichy sont possibles et donnent des résultats. Il y a d'abord les interconnexions avec le BCRA gaulliste. C'est le cas de Pierre d'Harcourt. En se rendant à Vichy pour retrouver son père qui s'y cache (Robert d'Harcourt est un historien catholique antinazi), il est contacté par des membres du Service de renseignement qui lui demandent de se rendre à Paris pour y glaner des informations. Il fera régulièrement la navette par la ligne de démarcation, mais il est démasqué, blessé, arrêté, déporté. Il s'est adjoint Jacques Robert, officier de réserve dans les chars, futur Compagnon de la Libération, qui vient du SR de Vichy. Par suite d'une rencontre avec Rémy, il intègre *Confrérie Notre-Dame*,

1. Sources : Direction générale de la Résistance (DGR), « Historique et situation actuelle du SR », 18/1/44. Fonds général Davet.

s'engage à Londres dans les FFL, puis retourne en France où il crée le réseau *Phratricie*, l'un des plus productifs réseaux de renseignement. Il y a d'autre part des interconnexions avec certains mouvements de résistance intérieure. Lorsque Frenay quitte l'Armée, en février 1941, et se replie à Lyon, chaque semaine, il se rend chez ses ex-collègues du quai Saint-Vincent (section allemande reconstituée du 2^e Bureau) pour y faire son marché de nouvelles (environ une centaine de pages¹) grâce auxquelles il peut reprendre la fabrication de son bulletin d'information. C'est d'ailleurs par le biais de ses relations avec la partie clandestine du 2^e Bureau que Frenay trouve à louer un local situé avenue de Saxe appartenant à la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Est. Grâce à l'acquisition d'une ronéo d'occasion, au fonctionnement erratique, son bulletin passe du stade dactylographié au stade ronéotypé, ce qui permet des tirages de plus en plus importants.

L'intensification de la répression, côté Vichy comme côté occupant, puis l'invasion de la zone non occupée, changent fondamentalement la donne. L'accès direct aux sources de l'armée française et des services spéciaux n'est plus possible. La dangerosité de la collecte augmente. C'est pourquoi le mouvement *Combat* cherche des contacts avec les Américains. Henri Frenay explique au général de Gaulle le sens de sa rencontre avec le colonel Bromwell Legge, attaché à l'ambassade des États-Unis en France (avant de partir pour la Suisse), en compagnie du général de La Laurencie (novembre 1941) : « *J'exposai alors aux Américains la situation du mouvement et ses besoins. Ils me promirent une aide financière et la fourniture de renseignements nécessaires à notre propagande*². » La création de la délégation des MUR en Suisse vient de là. Il faut transmettre des renseignements sur la France, mais aussi obtenir des informations sur les autres acteurs de la guerre, Alliés comme ennemis. Et subsidiairement obtenir des moyens.

La transmission du renseignement

La transmission du renseignement est potentiellement un piège mortel dans la vaste prison qu'est la France occupée. Dans un pareil contexte, la sécurisation des communications est un élément fondamental³.

Les moyens de liaison et de protection sont rudimentaires et reposent essentiellement sur la confiance. Certains sont traditionnels : chiffage manuel, encres sympathiques, systèmes d'ouverture discrète des correspondances, bagages truqués, appareils photo miniatures et microphotos. Lorsque Jean Moulin revient de Londres pour la première fois en janvier 1942, c'est dans une boîte d'allumettes qu'est dissimulée une liasse de

1. Témoignage de Henri Frenay, février, mars et avril 1948. AN, 72 AJ 46.
2. NX-O2 [Frenay], « Situation de la résistance en France non occupée », 1^{er} octobre 1942. État-major particulier, BCRA, « Très secret ».
3. Voir R. Belot, G. Karpman, « La circulation du renseignement clandestin dans la Résistance : enjeux politiques et techniques de la cryptographie », 1939-1945. *La guerre des intelligences*, Lavauzelle, 2002, pp. 285-341.

petits papiers qui sont des microphotos. Henri Frenay se souvient que c'est à la loupe qu'il a pu ainsi lire la note par laquelle le chef de la France libre déclare désigner Jean Moulin comme son représentant et comme délégué du Comité national français¹.

D'autres moyens sont plus spécifiques et plus artisanaux. C'est le cas des « boîtes à lettres », système le plus utilisé, mais qui ne peut concerner qu'un nombre limité de personnes et de messages, lesquels sont essentiellement des rendez-vous : on dépose dans des maisons amies des messages sans adresse (pour que le propriétaire puisse faire l'ignorant en cas d'intervention des forces de répression), à formules absconses : « Hirondelle attendra Abricot demain à 17 heures au même endroit que la semaine dernière ». Même les dates et lieux de rendez-vous sont brouillés. Le *Bulletin des cadres de Combat* recommande par exemple à ceux qui utilisent des agendas (car parfois la mémoire personnelle n'est pas suffisante) de convenir d'un code où les dates et heures seront retardées ou avancées arbitrairement une fois pour toutes, où les jours sont décalés. Les noms de rues doivent également être camouflés. Pour un rendez-vous rue Bossuet, il vaut mieux noter rue de Meaux, si c'est avenue de Saxe, il vaut mieux noter rue Maréchal, la rue Franklin devient rue Benjamin².

Des « courriers », appelés aussi « agents de liaison », peuvent assurer physiquement l'acheminement de la correspondance à travers ce qu'on appelle des « lignes », constituées de plusieurs maillons. L'analyse des communications entre la Délégation suisse du mouvement *Combat* (puis des MUR) et la France, en 1944, permet d'établir que deux courriers dans les deux sens sont indispensables, eu égard au volume de l'information échangée. Compte tenu du fait que trois lieux sont concernés (Paris, Lyon, Genève), et sachant que le délai souhaité pour l'acheminement est de 4 à 5 jours, il convient de mobiliser 8 agents : 2 pour Paris-Lyon, 2 pour Lyon-Paris, 2 pour Lyon-Genève, 2 pour Genève-Lyon³. Ce système est fragile et coûteux (plusieurs personnes sont concernées), les agents sont particulièrement exposés (rafles, contrôles, dénonciations, imprudences...). Les femmes, très souvent utilisées pour ce type de missions, payeront un lourd tribut. Ce sont elles, très souvent, qui se chargent de transporter les *Bulletins* du MLN dactylographiés par Berty Albrecht : une douzaine d'exemplaires sont insérés dans des magazines (*Marie-Claire* ou *Signal*) et portés discrètement à quelques correspondants membres du MLN, lesquels, à leur tour, les font dactylographier et en assurent la diffusion. Des lignes terrestres durables ont été constituées vers la Suisse et à travers la péninsule ibérique⁴. Des lignes aériennes, rares, existent. Il faut pour cela un relai important en Angleterre. C'est le cas du réseau polonais *F2* qui, dès 1941, peut transmettre des renseignements tous les quinze jours par avion, via l'Espagne et le Portugal. Il arrive aussi que le transport se fasse par bateaux de pêche, comme avec le réseau *Cartwright* en lien avec le MI6.

1. Henri Frenay, *La nuit finira*, *ibid.*, p. 143.
2. Cerf-Ferrière, *Chemin clandestin. 1940-1943*, Julliard, 1968, p. 62.
3. Godard à D.G.R., 15/7 (1944 ?). Fonds Davet.
4. Voir : Robert Belot, *Aux frontières de la liberté. Vichy-Madrid-Alger-Londres. S'évader de France sous l'Occupation*, Fayard, 1998 ; *id.*, *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?* Paris, Armand Colin, 2009.

Selon certaines estimations, « plus de la moitié » des agents de liaison auraient été arrêtés¹. La courbe du risque suit la courbe ascendante de la répression du côté de Vichy et du côté de l'Occupant. Dans un message de « Desaix » (général Dawes, le patron de la Délégation suisse) à « Viardot » (Guillain de Bénouville, chargé de la liaison entre les MUR et la Délégation), daté du 19 mai 1944, on peut lire : « *Il nous faut prévoir, dans un avenir certainement proche, l'interruption à peu près complète de toute liaison par courrier terrestre. Déjà, les communications par voie de fer sont extrêmement précaires. Étant donné l'incertitude des jours à venir, nous devons craindre tout retard dans l'établissement sûr d'un transit radio. Après tant d'atermoiements, cette question est aujourd'hui capitale*². »

Effectivement, les groupements plus structurés peuvent recourir à un matériel plus précieux : le poste émetteur-récepteur qui permet d'envoyer et de recevoir des messages, et dont le spectre de diffusion, très large, peut franchir frontières et mers. Le procédé est long : pour déchiffrer un télégramme de 400 lettres, il faut près d'une heure, et autant pour le chiffage³. La sécurité paraît meilleure, mais elle n'est pas garantie. On sait que *Gestapo*, *Abwehr* puis Milice disposent de voitures (camouflées) de goniométrie capables de détecter les lieux d'émission de messages radio. Sans oublier ce qu'on appelait le « goniocoercier », c'est à dire, surtout dans les petites villes, les rumeurs, indiscretions et bavardages plus ou moins malveillants. Comme le dit l'instruction n° 229 du *Special Operations Executive* (SOE) destinée aux radios en France : « *Les deux dangers les plus grands auxquels vous avez à faire face sont : 1) le bavardage 2) la radiogoniométrie.* » Selon cette même instruction inédite, le bavardage est « *le premier des dangers* », car il est à l'origine de « *quatre sur cinq des arrestations effectuées par la Gestapo* »⁴.

Souvent, par manque d'hommes, le chiffrement et le déchiffrement sont le fait du même individu, ce qui est contraire aux règles de sécurité. Sur les deux années 1941 et 1942, on estime que 75 % des opérateurs radio ont été éliminés. Sans compter ceux sans qui le radio ne peut rien : la règle voulait que chaque radio bénéficie de la protection de trois personnes chargées de le prévenir de l'arrivée des voitures « gonio ».

Travailler en sécurité exige que certaines conditions soient réunies (ne pas émettre deux fois de suite du même lieu sur la même fréquence à moins de 15 jours d'intervalle, s'en tenir à de brèves émissions n'excédant pas une demi-heure...), ce qui ne pouvait que ralentir le travail et multiplier les déplacements (qui eux-mêmes multiplient les risques pour les opérateurs radio et pour ceux qui les hébergent⁵). Le colonel Rémy, chef du premier réseau de renseignement lié à la France libre, se plaint, par exemple, que la Centrale de réception de Londres arrête des horaires arbitraires pour la

1. Elisabeth Terrenoire, *Combattantes sans uniforme. Les femmes dans la Résistance*, Bloud & Gay, s.l., 1946, p. 36.
2. Desaix à Viardot, 19/5/44. Fonds Davet.
3. Elisabeth Terrenoire, *op. cit.*, p. 55.
4. Instruction n° 229 (s.d.). « Précautions générales à l'usage des radios en France ». Fonds privé Pierre Lassalle.
5. Pierre Lassalle (avec Raymond Muelle), *La liberté venait des ondes*, Grancher, Paris, 2001, p. 106.

transmission des messages, ce qui a pour effet d'engorger le trafic et de stocker trop longtemps les informations, ce qui les rend inutiles¹. La répartition des postes émetteurs (qui ont la vertu de réduire les intermédiaires et donc les risques d'accidents ou de trahisons) donnent lieu à frictions et sont sources de chantages². Les Anglais savent très bien jouer sur leur capacité à fournir ces objets rares et précieux. Enfin, on constate un manque criant de techniciens radio qualifiés : en décembre 1943, 32 opérateurs radio sont en activité en France³.

Concernant le renseignement adressé à Londres, dans des conditions difficiles, les résistants se plaignent d'une absence de suivi et de retours. Maurice Duclos, chef du réseau de la France libre *Saint-Jacques*, déplore auprès de Passy la lenteur de la réactivité de Londres qui ne comprend pas que la chaîne du renseignement est lente et complexe, que les agents ne se recrutent pas facilement. « *Il s'agit de faire creuser par des hommes qui s'ignorent un réseau de tranchées sous le nez de l'ennemi* », et de veiller à éviter de creuser des « *tronçons et tranchées discontinues* ». Dans une note à charge d'août 1943 contre la bureaucratie londonienne, Henri Frenay ne comprend pas pourquoi chaque « câble » envoyé depuis la France n'est pas regardé par la France libre comme « sacré » :

« Ce que je dis, je le prouve. Quand nos télégrammes partent de France pour Londres et dont certains sont d'une importante capitale et vitale pour la Résistance, dont tous mettent en danger la vie de nos braves petits radios, il n'en est pas 20% qui reçoivent une réponse. Ceux qui ont été en France ne peuvent me contredire : on parle, mais jamais on ne répond, ce sont des voix qui crient dans le désert. Cependant un câble devrait être sacré, il devrait faire cesser toute autre affaire que celle-là même qu'il traite, il est souvent un appel de détresse, pourquoi n'y répond-on pas si la préoccupation majeure ici était la France qui saigne. Seulement ce n'est pas la préoccupation majeure⁴. »

1. CND, mars 1942. 3. Liaisons avec les FFL, citée par Rémy, *Réseaux d'ombres*, France-Empire, Paris, 1952, p. 95.
2. Colonel Passy, *Souvenirs. 10, Duke Street, Londres (le BCRA)*, Raoul Solar éditeur, 1947, pp. 181-185.
3. Henri Michel, *La guerre de l'ombre. La Résistance en Europe*, Grasset, 1970, p. 140.
4. Rapport de « Charvet », 8 août 1943, Londres. Publiée en partie par : Colonel Passy, *Missions secrètes en France (novembre 1942-juin 1943)*. *Souvenirs du BCRA*, Paris, Plon, 1951, pp. 402-405

Les enjeux politiques du contrôle du renseignement

On se tromperait en pensant que le renseignement, activité obscure et laborieuse, relèverait uniquement de la technique et du militaire. En fait, il cristallise des enjeux de pouvoir (franco-français, franco-anglais et anglo-américains) et provoque de nombreux conflits.

Rivalités franco-françaises

Le renseignement excite et objecte les rivalités entre les mouvements¹, mais surtout entre les mouvements et la France libre (ou France Combattante), notamment à travers son service de recherche et d'action : le BCRA².

À partir de 1942, en lien avec la montée en puissance des services alliés en France, notamment le SOE britannique et l'OSS (*Office of Strategic Services*) américain, mais aussi pour ne pas subir les mouvements de résistance intérieure qui entendent se positionner sur ce terrain, le colonel Passy développe les réseaux de renseignement : *Cohors-Asturies*, *Éleuthère*, *Phratricie* (successeur de *Confrérie Notre-Dame*). Certains, d'ailleurs, sont issus des mouvements et s'autonomisent, à l'instar de *Phalanx* (*Libération-Nord*) ou de *Centurie* (OCM : Organisation civile et militaire). *Centurie* a été créé en avril 1942 par Marcel Berthelot à partir du 2^e Bureau de l'OCM, en accord avec le colonel Rémy, car c'est par *Confrérie Notre-Dame* que la liaison avec Londres est établie. Sa mission : collecter tous renseignements de type militaire, économique et politique sur l'ennemi et sur Vichy en zone nord. Le réseau saura mobiliser 1 682 agents.

Des réseaux se spécialisent dans la transmission afin d'accélérer les délais de traitement de l'information. Comme *Électre* dirigé par un jeune polytechnicien, capitaine de réserve, Jean Fleury, qui est en contact avec Rémy. Il lui est demandé de mettre en place un service de transmission, à partir de février 1943. Le colonel Passy voit l'occasion de centraliser l'activité des réseaux de zone Sud (notamment *Brutus* ou *Marco Polo*) et de les transmettre à Londres, pensant gagner en efficacité et en sécurité. Ce que les Anglais critiquent. Il bénéficie d'un budget important qui pourrait faire rêver les mouvements : entre 500 000 et 800 000 francs par mois. 33 opérateurs ont travaillé dans ce cadre, mais la moitié de l'effectif subit la mort ou la déportation. Le BCRA, contrairement aux mouvements de Résistance, a les moyens d'organiser des transmissions par voie aérienne grâce aux Anglais. Deux réseaux sont créés à cette fin pour le réseau *Phratricie* : *Amarante* et *Azur*.

Dans sa thèse récente et excellente sur l'histoire des réseaux, Guillaume Pollack a pu établir le tableau récapitulatif suivant³ :

1. *Combat, Libération-Sud* et *Franc-Tireur*.
2. Et, plus tard, à Alger, entre le service de renseignements gaulliste (BCRA) et le SR de l'Armée française.
3. Cité par Guillaume Pollack, *L'armée du silence. Histoire des réseaux de Résistance en France, 1940-1945*, Taillandier, 2022, p. 54.

Évolution comparative du nombre de réseaux de renseignement du BCRA, de l'Intelligence Service, du SOE et de l'OSS (1940 à 1944)

Service	Juillet-décembre 1940	1941	1942	1943	Janvier-août 1944	Total
BCRA	10	10	41	38	15	114
Intelligence Service (MI6, MI9)	12	10	7	4	-	33
SOE	-	8	10	26	12	56
OSS	1	1	1	13	5	21
Total	23	29	59	81	32	224

On voit que les réseaux¹ français ne représentent que la moitié de l'ensemble des réseaux qui travaillent en France (métropole et AFN²). Ce qui pose le problème en termes de « souveraineté », si tant est que ce mot ait un sens en un temps la France est divisée et le pouvoir émiétté. Pour le général de Gaulle (et pour le processus de légitimation de la France Combattante), c'est une question vitale dans la mesure l'accès à l'information conditionne sa capacité à agir sur les événements et, plus précisément, sur les autres acteurs (Anglais et Américains). Pour parfaire le tableau, il convient également de prendre en compte les réseaux directement rattachés aux mouvements de Résistance et aussi ceux qui évoluent dans la mouvance des services spéciaux de l'Armée française, lesquels ne s'émanciperont du régime de Vichy que pour tomber dans la dépendance du général Giraud, rival de De Gaulle. À noter également que l'année la plus prolifique est 1943, ce qui correspond au surgissement de l'OSS dans le paysage du renseignement, en France notamment. On comprend la sensibilité du général de Gaulle et de Jean Moulin, son *missus dominicus* en France métropolitaine, à l'égard des chefs des structures clandestines de Résistance qui nourrissaient en renseignements les Américains, lesquels étaient dans une dynamique antigauilliste et pro-giraudiste jusqu'en 1944. Aussi a-t-on pu parler de « guerre du renseignement ».

En termes d'effectifs, et d'après le système des homologations mis en place à la Libération, une étude avance le chiffre de 43 455 agents directement rattachés au BCRA ont pu être identifiés, contre 33 617 agents liés aux services anglo-américains³.

La mission de Jean Moulin repose essentiellement sur la volonté du général de Gaulle de subordonner la Résistance intérieure : politiquement, financièrement, militairement. Il en est de même pour ce qui concerne le renseignement. Quand Henri Frenay est à Londres, à l'automne 1942, il est question de créer un Comité de coordination des mouvements de zone Sud (qui se réunira la première fois le 27 novembre 1942, sous la présidence de Moulin). Frenay accepte de perdre le contrôle de l'Armée secrète

1. Les réseaux sont à distinguer des mouvements.
2. Le BCRA aura du mal à s'implanter en Afrique du Nord, en Espagne et en Suisse.
3. Guillaume Pollack, *L'armée du silence, op. cit.*, p. 68.

au profit du général Delestraint. Le colonel Passy, patron du BCRA, tente d'obtenir de Frenay qu'il offre purement et simplement en viatique son service de renseignement militaire au réseau *Gallia*, imaginé par Passy pour constituer une interface directement reliée au BCRA¹. Il veut centraliser le renseignement militaire, qu'il provienne des mouvements ou de l'AS. Le renseignement politique ne l'intéresse pas, il le laisse aux mouvements. C'est la contrepartie du financement dont ils bénéficient. D'où la création d'un service spécifique : le réseau *Gallia*. Dans la même logique, Jean Moulin met en place divers organismes centraux pour réduire l'autonomie des mouvements². L'une des priorités de Jean Moulin, qui préside les MUR, est de fusionner les services de renseignement des mouvements fusionnés. S'y emploie Jean Gemähling, l'homme qui a créé le SR de *Combat*. Il s'agit de regrouper les éléments SR épars dans les mouvements, d'étendre le réseau SR à chaque région et à chaque département, et de créer de toutes pièces un réseau de renseignement militaire.

Pourtant, c'est au moment où cette réorganisation voit le jour qu'une initiative de *Combat*, pourtant validée par les MUR, semble amorcer un mouvement contraire. C'est l'origine d'une des plus graves crises que la Résistance ait connues.

Le renseignement à l'origine d'une crise majeure dans la Résistance

Au printemps 1943, le leader de *Combat* a imaginé la constitution d'une antenne de la Résistance en Suisse, qu'il voyait comme un « poumon » pour la Résistance, au moment où ses besoins augmentent (suite notamment au développement des maquis) alors que les allocations budgétaires de la France libre diminuent (par suite au développement des réseaux de résistance). La solution suisse offre le grand intérêt de la rapidité, de la sûreté, et aussi celui de la proximité de la source et de la station de relais. Ce système présente le double avantage d'économiser la vie des radios exposés par les voitures de repérage et les progrès de la radiogoniométrie. En avril 1943, mais en l'absence de Moulin, le comité directeur des MUR décide qu'une « copie de tous les renseignements recueillis par le SR des MUR devra parvenir à Bernex (Jacques Baume) pour communication au service *La Hire* (Bénouville) ». Guillain de Bénouville, un des bras droits de Frenay, est chargé de la relation entre les MUR et cette « Délégation de la Résistance en Suisse ». Le problème est que celle-ci est en partie financée par les Américains. Par conséquent, les renseignements recueillis iront chez les Américains qui, à ce moment, ont misé sur le général Giraud au détriment du général de Gaulle. Le clash était inévitable.

Cette Délégation a bien une origine américaine. Le jeune avocat Philippe Monod (de mère américaine), alors remplaçant de Claude Bourdet à la tête du mouvement *Combat* des Alpes-Maritimes, rencontre fortuitement au début de novembre 1942, à Cannes, un dénommé Max Shoop. Cet Américain, membre de l'OSS, fut naguère son

1. Frenay s'engagea seulement à promettre de transmettre systématiquement au réseau *Gallia* ses renseignements militaires. Voir Colonel Passy, *Souvenirs. 10, Duke Street...*, op. cit., p. 275.
2. Quatre principaux services : le service radio dit service « W » (Wireless) auquel Daniel Cordier « Bip W » sera affecté ; le SOAM (Service des opérations aériennes et maritimes) ; le BIP (Bureau d'information et de presse) ; le CGE (Comité général d'études).

patron dans un cabinet d'avocats américain où travaillait également Allen Dulles, devenu en 1942 le responsable de l'OSS pour l'Europe, dont le siège est en Suisse, à Berne¹. Il fait approcher Monod à la fin de janvier 1943 pour lui proposer « l'établissement d'un contact permanent en Suisse et toute l'aide que nous pouvions désirer »². L'accord est conclu à Berne en mars 1943 : la Résistance fournit des renseignements (notamment militaires), en échange d'une dotation financière, de matériel (armes) et de moyens de diffusion. Frenay voit d'emblée le parti qu'il pourrait tirer de ce contact. Le problème des maquis commence à devenir inquiétant, les frictions avec le représentant de De Gaulle s'accroissent : plus que jamais, la question des liaisons avec l'extérieur est stratégique. De plus, un problème de financement se pose en mars. En janvier, Combat reçoit 2,5 millions de francs ; en février, en deux temps, 4,75 millions et en mars 3,2 millions³. Bref, les Américains achètent du renseignement. Bénouville devient derechef responsable du service des Relations extérieures des MUR, chargé en fait de coiffer la Délégation suisse de *Combat* et d'établir le lien entre la Suisse et la France. Grâce à des appuis importants au sein même des services de renseignement helvétiques, grâce aussi à une coopération efficace avec des agents des chemins de fer français et suisses et de la douane française⁴, il arrive à mettre en place une des filières de passages (d'hommes, de matériels, de courriers) les plus importantes de l'histoire de la Résistance.

Voici comment, dans une note inédite rédigée le 25 mai 1943 (et destinée au général de Gaulle)⁵, Frenay relate ce contact avec les Américains :

« Dès son arrivée en Suisse M. (Monod) et Lahire (Bénouville) affirment à G. (Max Shoop, OSS) notre ralliement sans réserve au général de Gaulle et au CNF (Conseil national français). G. répond : "Soyez ce que vous voulez, nous voulons seulement vous aider à faire la guerre, c'est notre seule ambition." G. assisté du général L. (Legge), attaché militaire, rédige un rapport sur la Résistance française à l'intention du département d'État de Washington. M. est appelé à le lire, il le retouche à sa guise et c'est ainsi que ce rapport qui précise nos buts, nos moyens et nos tendances part en Amérique. G. promet immédiatement l'aide en matériel et argent qui lui est demandée. Il nous donne accès aux câbles américains et s'offre à communiquer à l'état-major interallié les renseignements généraux qui souvent se périment en attendant l'avion. Ces renseignements, sur notre demande afin de

1. *The role of the OSS-Bern in the support of the French resistance*, prepared for the OSS, by Donald M. Greer, E. Rene Sanford, in consultation with Mr. Allen W. Dulles, November 1945, pp. 1-4, National Archives and Records Administration (NARA), Washington, RG 226, Entry 190 C, Box 9, F.53.
2. Claude Bourdet, *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975, p. 197.
3. États des versements effectués par Rex de janvier à mai 1943. Cité par Colonel Passy, *Missions secrètes en France (novembre 1942-juin 1943. Souvenirs du BCRA*, Librairie Plon, 1951, pp. 380-384.
4. Entretien de Lucien Mas (douanier au poste de Moellesulaz, près d'Annemasse,) avec l'auteur, 20 août 2002. Voir : Lucien Mas, *Les chevaliers de la lune*, chez l'auteur, Narbonne, 2001.
5. Rapport Charvet sur les relations des Mouvements unis de Résistance avec les Alliés en Suisse, 27 mai 1943. Archives nationales (Paris), 72AJ/47/II.

marquer leur origine gaulliste, porteront l'attache FFCM (Forces françaises combattantes métropolitaines). Le service de propagande et d'impression de la Légation est mis à notre disposition ainsi que la possibilité de diffuser dans la presse du monde entier des articles, nouvelles provenant de la Résistance. Nous obtenons enfin l'autorisation de détacher l'un des nôtres auprès du Consulat américain de Barcelone afin de faciliter le départ de nos camarades menacés par la Gestapo. »

Pour Henri Frenay, la Délégation n'a pas qu'un intérêt technique. Jusque-là, le SR de *Combat*, pas plus que celui des MUR, n'a en propre un poste émetteur de radio. C'est assurément l'une de ses grandes faiblesses. Et c'est d'autant plus gênant qu'il doit passer par le service radio dépendant directement de Jean Moulin qu'il soupçonne de rétention. Frenay critiquera Moulin sur ce point, celui-ci répliquant que « *tous les câbles présentés tant par le Comité que par chacun des mouvements sont passés régulièrement et en toute indépendance, la plupart du temps les câbles des mouvements étant remis dans leur code particulier que je ne connais pas*¹. » De même, les courriers et transmissions du SR (et d'ailleurs des autres courriers) sont soumis au bon vouloir du Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM)², ou de certains réseaux spécialisés, comme *Gallia* (extension du BCRA à partir de mars 1943), chargé en zone Sud de centraliser et d'acheminer les informations du SR des MUR³. Avant *Gallia*, les transmissions sont très difficiles et le besoin qu'exprime Frenay sur ce plan n'est pas infondé. L'installation d'une délégation en Suisse permet d'entrer en contact direct avec les Américains et, par leur truchement, de faire parvenir rapidement des câbles à Londres ou à Alger sans aucun contrôle de Jean Moulin. Avec les Américains, il faut 8 jours pour faire parvenir un câble de Lyon à Londres via la Suisse, contre 10 jours par les services du BCRA.

Mais très rapidement, cette délocalisation cristallise les enjeux de pouvoir au sein de la France du refus, et particulièrement les divergences entre la Résistance intérieure et la France Combattante. Le général de Gaulle, pour emporter la confiance des Alliés, doit montrer qu'il a déjà réalisé l'unité de l'ombre des ombres et qu'il assure la cohésion des organisations clandestines. Il ne faut pas oublier que les Américains, depuis novembre 1942, misent sur le général Giraud contre le fondateur de la France libre. Jean Moulin craint une manipulation des Américains contre de Gaulle. Les archives démentent cette thèse, mais on doit reconnaître que son hypothèse pouvait ne pas manquer de fondement et être conçue en toute bonne foi. D'ailleurs, les documents montrent que bien d'autres chefs de la résistance intérieure sont sur la ligne de Moulin. D'abord et surtout parce qu'ils voient dans cette affaire l'occasion pour Frenay

1. Rapport de Rex, 4 juin 1943, cité par Colonel Passy, *Missions secrètes en France...*, *op. cit.*, p. 208.
2. Qui deviendra en avril 1943 le COPA : Centre des opérations d'atterrissages et de parachutages.
3. Colonel Passy, *Missions secrètes en France...*, *op. cit.*, p. 211. Voir aussi Jean-Philippe Meyssonnier, *Le réseau Gallia. 1943-1944*, mémoire de DEA, sous la direction de Jean-Pierre Azéma, IEP de Paris, 1994. Le réseau Gallia, qui avait à sa tête Henri Gorce, aura jusqu'à 1 898 agents.

d'augmenter son pouvoir financier et donc son pouvoir d'influence. C'est un drame. Frenay accuse Moulin de vouloir commettre « un crime contre la Résistance » ; Moulin accuse Frenay de vouloir « poignarder dans le dos le général de Gaulle ».

Rivalités anglo-françaises et anglo-américaines

Les Anglais ne perçoivent pas non plus la montée en puissance de l'OSS comme allant de soi. Ils voient leur quasi-monopole du flux d'informations entamé. Ils sont très « *jealous* » des sources et des ressources de Dulles et n'acceptent pas l'aide que l'OSS alloue aux mouvements de Résistance français¹. Comme on peut le lire dans un document de l'OSS, ils s'empressent de rapporter avec complaisance, à Londres, que des Français « *suspectent les Américains d'intriguer contre de Gaulle et de vouloir acheter la Résistance* » ; ils avancent que la majorité de la Résistance est dressée « contre » Frenay, mais que celui-ci est dans une position forte en raison de ses liens avec les Américains ; ils rapportent que Frenay accuse Moulin de vouloir affaiblir la Résistance avec ses conceptions très centralisatrices². Il est avéré que les Anglais de Berne, très complaisamment, se font l'écho des plaintes que les rivaux de *Combat* répandent sur Frenay. Dans une lettre du 31 mai 1943, Monod informe Bénouville que, selon « *une source très sûre* », il a « *la preuve qu'une offensive très nette est partie de France et qu'elle a dû avoir une influence marquée sur les discussions de Liliane (Londres)* » ; il assure que les Anglais de Berne ont reçu « *une note émanant des milieux syndicalo-socialistes* » de la Résistance qui est une attaque en règle contre le patron de *Combat*.

Les archives américaines montrent effectivement que les Britanniques ne regardent pas d'un bon œil les sources et les ressources de Dulles. Le fait que, par son truchement, l'OSS traite directement avec les mouvements de résistance français, hors de Londres, les « effrayent » ; ils y voient, notent les Américains non sans raison, une perte de leur pouvoir de contrôle et de leur « prépondérance » sur l'Europe de l'Ouest³. Il semble que ce soit la conjonction des appréhensions britanniques et gaullistes qui bloque les financements que Dulles a promis à Monod (une promesse d'environ 80 millions). Les télégrammes échangés entre la Délégation et Bénouville, pendant au moins deux mois, tournent exclusivement, ou presque, autour de cette question, qui avait un charmant nom de code dans les courriers de la Délégation : « cadeau de fiançailles » ! Visiblement, la générosité de Dulles a été contrariée brutalement par des négociations conduites ailleurs et au plus haut niveau (puisque l'affaire est remontée à Washington). La correspondance de la Délégation montre qu'une interruption de financement intervient dès la mi-avril 1943⁴.

1. *From Hitler's Doorstep. The wartime intelligence reports of Allen Dulles, 1942-1945*, edited with commentary by Neal H. Petersen, The Pennsylvania State University Press, 1996, p. 12.
2. « The role of the OSS-Bern in the support of the French resistance », *op. cit.*, p. I II.2.
3. *From Hitler's Doorstep...*, *op. cit.*, p. 12. Voir aussi : « *War Diary* », SI Branch, OSS London, vol. 2, Liaison in London, p. 108. NARA, RG 226, E 210, B 52.
4. Ce qui indique, soit dit en passant, que Moulin n'est pas l'instigateur premier de ce blocage, puisqu'il n'aurait appris l'existence de la Délégation que le 25 avril.

Les Anglais vont tout faire pour obtenir un accord tendant à ce que toutes les *Special Operations* vers la France soient conduites en coopération entre les Anglais et les Américains, et contrôlées depuis Londres. Comme le dit un rapport de 1945 : « *The British were worried that Dulles's work would escape coordination through London* »¹. Il y a eu « *misunderstanding and disagreements* » entre les deux pays. De fait, vis-à-vis de leurs agents, les services spéciaux britanniques sont plus directifs que l'OSS. Si leurs effectifs sont plus nombreux et leur expérience plus ancienne, les hommes de l'OSS sont d'une qualité politique nettement supérieure et n'ont pas le conformisme du réflexe militaire.

Il y a aussi la peur de la perte d'un monopole en matière de renseignements. En juillet 1943, le chef de OSS/SI² à Londres écrit : « *On the one hand, it is evident that some British officers are anxious to maintain a complete preponderance of British intelligence control in Western Europe which would rule out any independant OSS activity* »³. Dans une moindre mesure, on observe le même phénomène en Afrique⁴. Cette rivalité prépare les enjeux de l'après-guerre. Une statistique (qui concerne l'antenne de l'OSS à Londres) indique clairement la montée en puissance du renseignement américain par rapport au renseignement britannique⁵ :

**Évolution comparative de la production de renseignements (rapports)
sur la Résistance en Europe de l'Ouest OSS/Intelligence Service
(premier quart de l'année 1943 et premier quart de l'année 1944)**

	OSS/SI	British SIS
1 st quarter 1943	646	2 916
1 st quarter 1944	3 996	2 361

Dès novembre 1943, William L. Langer, directeur de la *Research and Analysis*, convaincu de la défaite prochaine de l'Allemagne, fait parvenir à « Dear Bill » (Donovan) un memorandum qui s'intitule clairement : *Memorandum on the reorientation of the work of the research and analysis branch in Europe in the event of an early armistice with Germany*⁶. L'après-guerre commence.

1. « *The role of the OSS-Bern in the support of the French resistance* », *op. cit.*
2. OSS/Secret Intelligence : branche de l'OSS chargée du renseignement, par opposition à OSS/SO, chargée des opérations spéciales.
3. « *War Diary* », SI Branch, OSS London, vol.2, Liaison in London, p. 108, NARA, RG 226, E 210, B 52.
4. Colonel Eddy, *History of the OSS Intelligence service in North Africa*, September 11, 1943, NARA, RG 226, E 210, B 132, F 3.
5. « *War Diary* », SI Branch, OSS London, vol. 2, Liaison in London, p. 80, NARA, RG 226, E 210, B 52.
6. « *Memorandum on the reorientation of the work of the research and analysis branch in Europe in the event of an early armistice with Germany* », November 11, 1943, NARA, RG 226, E 9, B 1.

Cette réorientation va dans trois sens : réduction drastique des informations militaires et de l'intelligence tactique ; extension de l'*Economic Intelligence* (liée aux futurs problèmes de reconstruction) ; renforcement du renseignement politique et social. Elle suppose, dit l'auteur de ce rapport inédit, une réorganisation du personnel en fonction de ces nouvelles thématiques, incluant des spécialistes en cartographie. Géographiquement, l'essentiel de l'attention portera sur l'Allemagne, puis sur la France et l'Italie.

Les Anglais n'hésitent pas à faire du débauchage en France, voire à faire croire à des résistants qu'ils vont travailler pour de Gaulle alors qu'il s'agit d'œuvrer pour Sa Majesté. C'est ainsi que MI 6 constitue le réseau *Georges-France* : en expliquant aux Français qu'ils recrutent que « *l'on pouvait faire plus pour la bonne cause de la patrie en travaillant avec le service anglais de renseignement qu'en passant dans les troupes de De Gaulle* »¹. Les Anglais ont besoin de connaître l'activité portuaire de Nantes, le système de fortifications sur les littoraux et le commerce marchand. Dans ce jeu de dupes pour « la bonne cause », les Anglais et les Américains peuvent s'allier. C'est le cas du réseau Nouquette. Son chef, Pierre Truc, propose, fin 1940, au consulat de Marseille ses services pour aider le général de Gaulle à avoir des informations sur les arsenaux et les bâtiments de guerre qui se trouvent sur la côte méditerranéenne. En fait, ses renseignements sont transmis au MI 6, puis à l'OSS, alors même que les agents financent sur leurs fonds personnels le coût de cette activité. Pierre Truc se rend à Alger pour rencontrer Robert Murphy, puis le colonel Eddy après le débarquement. En avril 1943, il devient chef d'un réseau OSS tout en continuant à croire que ses renseignements atterrissent chez de Gaulle. À la Libération, il accusera l'OSS de l'avoir « berné »².

*

La constitution à Alger du Comité français de la Libération nationale (CFLN, juin 1943), puis du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF, juin 1944), met peu à peu un terme à l'enjeu politique que représente le renseignement militaire dans la Résistance intérieure. Les armées de la Libération, qui ont été reconstituées en Afrique du Nord, se préparent à la campagne d'Italie, à la libération de la Corse et au débarquement de Provence. Henri Frenay, qui devient Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés (septembre 1943), l'annonce à ses compagnons : « *J'estime, étant donné l'imminence possible des opérations militaires, que le travail au profit de la Résistance est, hélas, dépassé par les événements*³. » De fait, les mouvements de Résistance se réorientent vers l'action politique.

De leur côté, les hommes du BCRA entreprennent un processus de normalisation. Ils reprennent la main sur les mouvements de Résistance, manifestent une grande méfiance à l'égard des services spéciaux de l'Armée, jugés par trop militaires et peu sûrs politiquement, d'autant que les réseaux du BCRA ont eu à subir l'action des Menées

1. Cité par Guillaume Pollack, *L'armée du silence*, op. cit., p. 168.

2. *Ibid.*, p. 215.

3. Télégramme de Frenay à Forestier, cité par Forestier. Lettre à H. Frenay, Londres, 14 janvier 1944. Fonds J. Chérasse.

antinationales (MNA) et du contre-espionnage (les « Travaux ruraux » de Paillolle). À l'inverse, les professionnels des services spéciaux regardent avec distance et condescendance les agents du BCRA, jugés trop amateurs et trop « politiques ». Ils se laissent emporter sur la voie sans issue que tente Giraud, le rival malheureux de De Gaulle. Le général Giraud a tenté de placer sous sa coupe les services spéciaux de l'Armée. Le colonel Rivet et le lieutenant-colonel Paillolle¹, conformes à la tradition, soutiennent que le SR et le contre-espionnage doivent être reliés à l'état-major de l'Armée ; alors que Passy estime que tous les aspects des services spéciaux (renseignement, contre-espionnage et action) doivent être réunis et placés auprès de l'échelon politique et ne dépendre que du chef du gouvernement. Il résume ainsi sa position : « *Autrement dit, j'étais fortement opposé à la thèse du SR constituant une fin en soi et je me déclarais résolument partisan de celle du SR organisme gouvernemental, destiné à servir les fins de l'État et non les siennes propres*². » Le colonel Passy pense que la recherche des renseignements militaires ne doit plus être considérée comme un absolu dans la mesure où ils sont confiés aux états-majors français eux-mêmes subordonnés au commandement en chef américain.

Il faut attendre le 27 novembre 1943 pour qu'un décret porte création d'une Direction générale des services spéciaux (DGSS). À sa tête est nommé Jacques Soustelle, un intellectuel de grande envergure, gaulliste de la première heure, qui a servi au BCRA à Londres, mais qui a le tort de ne pas être issu de la communauté du renseignement. La fusion se fera en avril 1944 au forceps et laissera de traces³. Le général Giraud se réfugiera dans une attitude sécessionniste qui lui enlèvera toute légitimité et le privera de toute ambition politique⁴.

Un décalage existe entre la mémoire héroïco-guerrière de la Résistance et ce qu'elle a été dans la réalité prosaïque de tous les jours. Le « résistancialisme » et les institutions ont privilégié l'homme en armes⁵ et négligé la résistance civile (le résistant de plume, le complice, l'aide humanitaire, le « planquage », le renseignement etc.). L'imaginaire collectif de la Résistance a eu tendance à oblitérer les actions de « basse intensité », les formes discrètes de non-accommodation, au profit de la dimension militaire, violente, de la confrontation avec le pouvoir occupant ou occupé, excluant les formes d'oppositions civiles. C'est pourquoi la thèse de Jacques Semelin, publiée en 1989, a marqué un tournant⁶. Les historiens commencent à s'intéresser à la Résistance non armée et

1. Paul Paillolle, *Services spéciaux (1935-1945)*, R. Laffont, 1975, p. 528.

2. Colonel Passy, *Missions secrètes en France...*, *op. cit.*, p. 297.

3. Jacques Soustelle, *Envers et contre tout. De Londres à Alger (1940-1942)*, t. 1, R. Laffont, 1947, p. 327.

4. Jean Bézy, *Le S.R. Air*, éditions France Empire, 1979, p. 273.

5. Cette tendance à la militarisation se retrouve dans la législation d'attribution des titres et des pensions : les services effectués dans la Résistance ont été homologués à la Libération par le ministère de la Défense à partir de schémas militaires et sur le principe de l'assimilation à des grades militaires.

6. Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe, 1939-1949*, Payot & Rivages, 1989-1998, pp. 44-45.

s'émancipent d'une « littérature épique, commémorative pour ne pas dire hagiographique¹ ». De fait, la Résistance a longtemps incarné « le mythe de la renaissance par la violence », comme le dit Semelin. Les nombreuses (aussi foisonnantes qu'essentielles) modalités non militaires (mais qui bien sûr pouvaient avoir des conséquences militaires indirectes) de la Résistance ont existé : faux papiers, hébergement, liaisons, renseignement, fabrication et distribution d'un journal, transport de courrier, boîtes à lettres, etc. Mais elles ont été frappées d'invisibilité. Il n'est pas sûr que les récits de la Résistance et des services secrets pendant la Seconde Guerre mondiale aient « permis de faire entrer la clandestinité dans l'univers imaginaire public² ».

On a eu tendance à oublier que la Résistance n'a été armée que tardivement³, sachant que la résistance « armée » n'a été possible qu'avec le consentement et la complicité de la société civile et que certains mouvements ont été assez hostiles à la lutte armée (comme *Défense de la France*). Les acteurs le reconnaissent eux-mêmes. Selon Jacques Baumel, secrétaire général des Mouvements unis de Résistance (MUR), « à son tout début, la Résistance, c'était 80% de renseignement et 20% d'action de propagande »⁴. Pour Christian Pineau (fondateur de *Libération-Nord*), il y a lieu de prendre en compte une modalité de résistance plus individuelle, qui s'occupe du renseignement, lequel, à le suivre, aurait joué « un rôle plus important que l'action proprement dite ». Il explique cette modalité d'action concerne « un immense public dont l'action individuelle et publique s'exercera dans le cadre de leur activité quotidienne⁵. » La « mythologisation » mémorielle de la Résistance a eu du mal à intégrer une activité terne et peu romantique :

« Le travail d'un service de renseignement n'a rien de commun avec les descriptions qu'en donne la quasi-unanimité de ceux qui ont écrit sur les exploits dont ils prennent en toute modestie la responsabilité. C'est un travail obscur, ingrat ; il se compose d'une somme de tâches qui n'ont rien de romantique, de léger,

1. Jean-Pierre Azéma, préface à J. Semelin, *op. cit.*, p. 7.
2. Alain Dewerpe, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, p. 284.
3. L. Douzou et D. Veillon, « Comment les mouvements de la Résistance non-communiste de zone Sud ont-ils intégré la lutte armée dans leur stratégie », *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Actes du colloque de Besançon, 15-17 juin 1995, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, 1996, p. 84.
4. Jacques Baumel, *Résister. Histoire secrète des années d'Occupation*, Albin Michel, 1999, p. 63.
5. Rapport politique de « Francis », BCRA 387, (arrivé à Londres le 15.01.43), cité par Alya Aglan, « Comment Libération-Nord a-t-il intégré la lutte armée dans sa stratégie ? », *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis, op. cit.*, p. 111.

d'aisé ; il exige des qualités humaines, qualités d'ordre, de méthode et de prudence, de discrétion et de courage qui sont l'apanage d'individus équilibrés et non de fous. Il exige de plus une abstraction de la personnalité, une modestie et un esprit de sacrifice dont peu d'hommes sont capables, et dont encore moins d'hommes sont capables longtemps¹. »

Robert Belot

1. Georges A. Groussard, *Service Secret, 1940-1945*, La Table Ronde, 1964, p. 390.